

T2137-622-8,00 F

DOSSIER ESPAGNE 36

le monde

ISSN 0026-9433



Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°622 JEUDI 4 JUIN 1986 8,00 F

SUPPLÉMENT QUATRE PAGES : CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE...

**NÉGATION DES CAMPS D'EXTERMINATION,
CHEMISES NOIRES, AUTODAFÉ...**

ON SAIT, OÙ CELA MÈNE



S.N.C.F.

Quelles seront
les suites
d'une grève
très suivie ?
PAGE 4

R.F.A.

Les réactions
des écologistes
aux mensonges
de l'Etat...
PAGE 6

G.-B.

Contre Murdoch,
le point sur la
lutte dans
le Livre anglais.
PAGE 9

« FOLLES DE MAI »

Interview d'une
responsable
trois ans après
la chute
de la junte.
PAGE 10

F° P. 2520

communiqués débats

• MONTAUBAN

Un groupe est en formation sur cette ville. Pour tout contact, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

• LILLE

Thèmes des prochaines émissions de la « Voix sans maître » (vendredi, de 21 h à 23 h, sur 99.6 MHz) : 6 juin, Alain Lipietz, membre du journal « Alternatives économiques » ; 13 juin, l'antimilitarisme aujourd'hui avec Pierre Martial Cardonna (éditions Avis de Recherche) ; 20 juin, spécial antiracisme, avec le Collectif contre les centres de rétention et des associations immigrées (« Texture » et « Miroir »).

• LAVAL

Roland Bouvet, père de famille, faisant fonction de conseiller d'éducation dans un lycée de Laval, est aussi objet inconnu depuis 1982. Il sera jugé à l'audience du tribunal correctionnel jeudi 5 juin, à 14 h, au Palais de Justice de Laval (il risque deux ans de prison).

Il sera le premier objet mayennais à passer en procès à Laval (les autres passaient jusqu'à présent au Mans). D'autres procès pour délit d'insoumission suivront prochainement.

Les antimilitaristes et les libertaires mayennais appellent à soutenir Roland Bouvet, financièrement et par lettre adressée à : Comité de soutien à Roland Bouvet, c/o Groupe antimilitariste mayennais, B.P. 19, 53008 Laval cedex.

• PARIS

Le groupe Louise-Michel organise samedi 21 juin, de 14 h à 19 h, la Fête des Abbesses (place des Abbesses, Paris 18^e). Avec la participation de nombreuses organisations : M.R.A.P., Ligue des droits de l'homme, Radio-Libertaire, U.F.C. 18^e, Stop-Racisme, A.S.T.I. 18^e, écologistes de l'arrondissement.

De nombreuses animations : expositions, vidéos, jeux, librairie, buvette... Nous vous attendons nombreux et en musique !

• DUNKERQUE

Le groupe de Dunkerque organise le vendredi 6 juin une réunion publique à la M.J.C. de Dunkerque à 20 h 30. Cette réunion sera consacrée à la lutte des réfractaires à l'armée et animée par Pierre Martial, des éditions Avis de Recherche. Venez nombreux !

• PARIS

La commission propagande des relations intérieures organise une série de dix cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions : « Qu'est-ce que l'anarchie ? », « Le mouvement anarchiste en France », « Anarchisme et mouvement ouvrier », « Les anarchistes et la révolution », « Anarchisme et marxisme », « Les anarchistes et l'Etat », « L'organisation anarchiste », « Le fédéralisme anarchiste », « La gestion directe », « Comment lutter aujourd'hui ? ».

Ces cours auront lieu le mardi, à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e. Prochain cours : « La gestion directe », par Thierry Porré le mardi 10 juin.

• ANGERS

Le groupe d'Angers organise « Huit heures pour l'anarchisme » samedi 14 juin, de 16 h à 24 h, pour le cinquantenaire de la révolution espagnole.

Cette journée se déroulera au Centre d'animation de la Douce, 43, place G. Bordillon, Angers. Films : « Viva la Muerte » d'Arrabal (à 16 h 30), « Sacco et Vanzetti » (à 20 h 30). Débats sur l'anarchisme, la révolution espagnole. Buvette, stand, livres... Entrée : 20 F.

• TOULON

Dans le cadre du cinquantenaire de la révolution espagnole, le groupe Région toulonnaise et le Centre d'étude et de culture libertaire organisent samedi 28 juin, à partir de 17 h, salle « Art et Culture » (quartier Saint-Roch), une fête libertaire.

Au programme : montage diapos « Espagne 36 », suivi d'un débat avec des compagnons de la C.N.T.E. ; Serge Utgé-Royo ; Pierre Méric ; « Dimension libre » (B. Kalfé) ; des stands, de la bouffe, une buvette, etc.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : (16) 1.48.05.34.08.

éditions

• T-SHIRT

La liaison de Bourgoin a réédité le T-shirt « Vive l'anarchie ! Mieux que ça ! ». Il existe en trois tailles (S, M, L). Au prix de 65 F.

D'autre part, vous pouvez aussi commander des badges sur le même sujet (dessin de Reiser) au prix de 6 F, ainsi que des briquets noirs « A (cerclé) contre vents et marées » (15 F).

Pour tout contact : « Contre-courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, Bourgoin-Jallieu. Prière de ne pas libeller votre chèque, nous n'avons pas (encore) de compte bancaire au nom de l'association.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE »

Le n°31 de « Volonté anarchiste », édition du groupe Fresnes-Antony, vient de sortir. Il s'agit de « Portrait de Fernand Pelloutier » par Victor Dave.

Cette brochure sur la vie et l'œuvre de l'animateur des Bourses du Travail ne coûte que 20 F et est disponible à la librairie du Monde libertaire.

Mais un bon moyen de soutenir la collection « Volonté anarchiste » est de s'abonner : 150 F pour 8 numéros, abonnement de soutien à partir de 200 F ; règlement à l'ordre de A.S.H. Pour la diffusion militante, une réduction de 33% est consentie à partir de 5 exemplaires avec règlement à la commande.

Correspondances à adresser : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

• BROCHURE

Le groupe Kropotkine a édité une brochure ayant pour thème « Les luttes de libération nationale en Amérique centrale ». Au sommaire : L'Amérique centrale victime de l'Oncle Sam, Les mouvements populaires, Libération nationale et anarchisme, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et la Costa-Rica, etc. En vente à la librairie du Monde libertaire, 20 F.

• BROCHURE



Le groupe Florès-Magon vient de rééditer « La peste religieuse » de J. Most (texte interdit en Allemagne), en soutien aux anticoloniaux allemands emprisonnés là-bas.

Les sommes recueillies serviront à la défense des militants. En vente à la librairie du Monde libertaire, 10 F.

• LIVRE

A l'occasion du centenaire du Premier Mai, le groupe Fresnes-Antony a réédité le livre de l'historien et militant syndicaliste Maurice Dommanget « L'Histoire du Premier Mai », avec un avant-propos de Maurice Joyeux.

En deux tomes, les origines, les nombreuses manifestations qui marqueront ce jour et les diverses tentatives de récupération sont traitées sans complaisance et avec une grande honnêteté. Chaque tome : 60 F, les deux tomes : 100 F sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

A partir de cinq exemplaires, avec un règlement à la commande, une réduction de 33% est effectuée. Règlement à l'ordre de A.S.H., C.C.P. 2160042 C, centre Paris. Adresse : groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

• « MAGAZINE LIBERTAIRE »

Le « Magazine libertaire » n°9 est paru, son titre : « Programme anarchiste de non-gouvernement » (Propositions pour une société libertaire). En vente à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 20 F.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3 : Editorial, Autodafé, A propos d'une thèse, Chemises noires à Chelles — PAGE 4 : Actions du S.N.I., En Bref, Grève à la S.N.C.F. — PAGE 5 : Intoxication de l'environnement humain, Au Luxembourg, Manif antinucléaire à Paris — PAGE 6 : La R.F.A. après le nuage de Tchernobyl, Tour du monde antinucléaire — PAGE 7 ET 8 : « Espagne 36 », les collectivisations — PAGE 9 Premier Mai au Brésil, G.B. : bienvenue à Wapping — PAGE 10 : Les mères de la Place de Mai, l'armée et le gouvernement — PAGE 11 : Programmes de Radio-Libertaire, Cinéma, Notes de lecture, Copinage — PAGE 12 : C'est bientôt le « Mounedial », Festival d'Art Ado, Procès à Riom.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
 Directeur de publication : Maurice Joyeux
 Commission paritaire n°55 635
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
 Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 — Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
 à retourner à 145 rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque Langue Mandat-lettre Règlement

(à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Ain : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Rouet — Finistère : Quimper — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ile-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loiret : Montargis — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Sarthe : Le Mans — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quatorze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
 Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne — Yvelines : Confians-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevois/Nanterre/Putaux/Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun — Val-d'Oise : Sarcelles.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.



J'ai rêvé Auschwitz

COMMENT obtenir un diplôme de littérature comparée à la faculté de Nantes ? Prenez, complètement au hasard, un sujet sur les camps de concentration allemands ; choisissez, également au hasard, un directeur de thèse responsable national de l'U.N.I. (1) ; réunissez, toujours au hasard bien sûr, un jury composé de profs connus pour leurs idées d'extrême droite ; il ne reste plus qu'à appuyer sur le bouton et cette université vous délivre un magnifique certificat attestant de vos doctes compétences. Etonnant, non ?

C'est pourtant ce qui est arrivé à un certain M. Roques, avec une thèse soutenant l'idée de l'inexistence des chambres à gaz dans les camps de la mort nazis. Toute personne normalement constituée aurait asséné une bonne paire de claques ou un solide coup de pied au cul à ce voyou ; telle ne fut pourtant pas la réaction de la brochette de fachos réunis au sein du jury qui décerna une mention « très bien » au petit prodige.

L'affaire est aujourd'hui entre les mains du rectorat, après que les médias et

d'autres profs se soient emparés de cette lamentable histoire. Seulement lamentable ? Voire !

Il y a quelques années, un certain Faurisson avançait les mêmes arguties dans un livre. Aujourd'hui, un diplôme universitaire est délivré pour la même prose. La différence, c'est qu'aujourd'hui cela se passe dans une fac, avec un jury « normalement » constitué, avec aussi dans certains ministères des conseillers techniques qui viennent directement de groupes d'extrême droite, dont l'U.N.I. Avec également, un Front national à 10% des voix et 35 députés.

Tout ce beau linge crève d'envie de faire oublier son passé, ou celui de ses petits

ENCORE PLUS CON !



copains, ou encore de ses idéologues. « *Le petit caporal qui a réussi à mettre l'Europe à genoux* », comme le dit si affectueusement le R.P. Bruckberger, ami de J.-M. Le Pen, n'a pas gazé les juifs puisqu'on vous le dit, même à l'université ; tout comme on vous assure que les slogans anti-immigrés du F.N. ne mènent pas au racisme.

L'extrême droite, le Front national, l'U.N.I. c'est encore, et heureusement, dans la tête de nombreux Français, l'image des S.S. et de la peste brune. La mémoire collective n'est pas encore devenue complètement idiote. Une partie de la population n'est toujours pas frappée d'amnésie. Alors, il faut enfoncer le clou : le F.N. n'est pas raciste, la preuve : Le Pen a même un boy basané appelé José (émission « Questions à domicile » sur T.F.1 le 22 mai) ; et le III^e Reich n'a jamais gazé de juifs... Des vues de l'esprit tout cela ou de la propagande menée par les rouges et les négres !

PATRICK
(Gr. d'Angers)

(1) Qui a refusé, après avoir consulté des historiens. (N.d.R.)

CHELLES

Les « chemises noires » paradent

CHELLES, ville de Seine-et-Marne, fait malgré tout partie de la banlieue parisienne. Déjà, depuis deux ans, le Front national s'y est installé. D'abord la surprise, puis l'habitude, et désormais il fait les plus grosses ventes militantes sur le marché le dimanche matin.

Le week-end de la Pentecôte, un « drôle » de groupe folklorique est venu égayer la réalité chelloise et nous rendre visite. Cela commença par un meeting, le samedi, du Parti nationaliste français (P.N.F.), suivi le dimanche matin par un défilé en grand uniforme devant l'entrée du marché. Une quinzaine d'individus, uniformes noirs, rangers et brassard rouge frappé d'une croix celtique, distribuèrent un tract puant le racisme et la haine. La gorge

noyée, les Chellois durent franchir la ligne des quolibets pour pouvoir effectuer leurs courses.

La peur et le mépris firent que peu de monde accepta le texte. Certains, pour montrer leur désaccord froissèrent énergiquement le torchon et la boulette finit dans le caniveau. Une personne au moins « prit son pied », ce fut le président local de ce P.N.F. : Cornilleau. Lui, photographia à tout va ses troupes en uniforme. Pour qui se prit-il à ce moment-là ? Pour Darnand, Déat, Doriot ou pour un quelconque nouveau Führer ?

Les premières réactions

Comme chaque année, la Pentecôte pousse la population de la région parisienne sur les routes pour une courte évasion. Pour notre part, nous avions délaissé la vente hebdomadaire du *Monde libertaire* sur le marché pour assister au 42^e congrès fédéral.

Le jeudi suivant, le journal régional *La Marne* relata l'incident par un article dans la « Chronique de Duchellois » et un communiqué du Front national qui, affolé, tenta de se démarquer de cette démonstration de force. Si peu de Chellois ont vu l'événement, et pourtant tout Chelles en parle !

Le communiqué du Front national affirme que celui-ci n'a rien de commun avec le P.N.F. et qu'il tient « à informer la population afin d'éviter à cer-

tains de nos concitoyens toute confusion ou assimilation hative ou erronée ». On se demande bien pourquoi il pourrait y avoir confusion ou assimilation. Pourquoi craindre qu'une analyse rapide amène cette méprise ? Le Front national craindrait-il que l'on remarque que s'il a adopté aujourd'hui une certaine pratique démocratique, il n'a en rien renié de son idéologie.

On peut également se rappeler d'un communiqué du P.N.F. paru dans *La Marne* du 13 mars 1986 appelant à « voter massivement pour le Rassemblement national (couverture du F.N. pendant les élections), liste dont les positions sont les plus conformes à l'intérêt national et qui offre le seul espoir véritable de changement ». Jamais, à cette époque, le moindre communiqué ne fut publié afin de prendre ses distances malgré une connaissance réciproque (le P.N.F. est une scission du F.N.). A cette époque, parmi les 15% d'électeurs chellois ayant voté pour Le Pen aux dernières élections, combien ont obéi aux consignes de Cornilleau ?

On a les amis que l'on mérite...

Cornilleau, s'il est président du P.N.F., est aussi conseiller municipal sur la liste conduite par M. Cova (R.P.R.), désormais maire de Chelles. Il ne faut donc pas se contenter de prendre la démonstration de la Pentecôte pour l'action d'un groupuscule coupé de la réalité chel-

loise. Au cours de nombreux conseils municipaux, ses prises de position ont orienté des décisions.

La dernière en date fut le refus de renouveler la subvention versée au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.). Rancune tenace ? Il est vrai que Cornilleau, par ses écrits, a déjà perdu plusieurs procès face au M.R.A.P., et ceci pour incitation à la haine raciale et pour antisémitisme. Ce triste sire, lui, a adopté une autre stratégie que le F.N. Il couche noir sur blanc ce que d'autres pensent tout bas.

Pour notre part, nous avons eu le « privilège » de le rencontrer dans notre local, lorsque la Fédération anarchiste organisa un meeting contre le racisme pendant la marche des Beurs sur Paris. Ce soir-là, pendant que les voitures de flics sillonnaient la ville (!), il apporta son point de vue sur le sujet. Depuis, bien sûr, nos rapports ne se sont pas améliorés... Si nous avons raté leur sortie de dimanche, le groupe Sacco-Vanzetti a décidé de la faire connaître et de la dénoncer à sa manière : affiches, tracts reprenant les principaux axes de cet article et communiqué antifasciste à *La Marne*.

Il faut réagir pour éviter que le « ventre de la bête soit de nouveau fécond ». Un exemple, entre autres, dernièrement un médecin de la ville a affiché un texte dans sa salle d'attente : « A méditer... " (...) en privilégiant, en favorisant par trop

Editorial

NÉGATION de l'existence des camps d'extermination nazis, destruction d'œuvres d'art, parade en chemises noires : la montée de l'extrême droite n'est pas qu'un phénomène électoral, mais un danger bien réel présent sur tous les fronts. Face à cela, l'Etat ne réagit pas et même apporte son soutien : à une absurdité historique, ses agents apposent la mention « très bien » ; à l'expression de l'art dans la rue, il répond par la répression ; à des défilés fascistes, par l'indifférence.

Mais il faut essayer de dépasser ce constat et s'interroger sur les rapports entre le renforcement du contrôle policier et de la répression d'une part, et la pénétration d'idées ultra-autoritaires dans le tissu social d'autre part. Il est devenu évident que les propositions du Front national déteignent sur les hommes de droite, voire au-delà, qui commencent à les mettre en pratique. Le ramassage de mineurs sur la voie publique par crainte d'un « danger moral », le tabassage de « suspects » légitimes, la proposition de création de « chantiers de jeunesse » par le ministre de la Justice... sont des faits au moins aussi graves qu'un défilé fasciste.

En retour, ces mesures vont permettre au Front national, ainsi exaucé, de pousser un peu plus loin sa surenchère. Ces rapports étroits entre les pratiques étatiques et la montée de l'extrême droite doivent nous garder de l'antifascisme démocratique et réducteur. Aucun « front commun » ayant pour but la conquête de l'Etat n'a su contrer le fascisme, comme le montre le tragique échec des fronts populaires en France et en Espagne avant la Seconde Guerre mondiale.

Le combat antifasciste est inséparable du combat révolutionnaire et anarchiste, sans doute plus difficile mais le seul authentiquement anti-autoritaire. Courage, camarades !



tous les faibles dans tous les domaines, on affaiblit le corps social en général. On fait exactement l'inverse que font les éleveurs de chiens et de chevaux... On aboutit à une promotion de l'handicapé. On arrive à un stade où si l'handicapé peut vivre assez librement et assez aisément toute sa vie, les gens essaieront d'être mutilés dès l'âge de 18 ans. » (Interview de J.-M. Pen dans *Droite aujourd'hui*, éditions *Albin-Michel*) Sans commentaires !

Informé pour mieux combattre, c'est la première tâche et on ne peut qu'espérer que ce genre d'initiatives se multiplie afin de constituer une force antifasciste (pour l'instant, à notre connaissance, aucune organisation démocratique n'a réagi).

BERNARD
(Gr. Sacco-Vanzetti)

Dernière minute : deux tracts dénonçant cette parade ont été distribués au marché de Chelles dimanche 1^{er} juin. L'un par le groupe de la F.A. et l'autre par le P.S. local (tract sans nuance, mêlant allègrement F.N. et P.N.F. sans citer ni l'un ni l'autre nommé).

Autodafé

Après ses péripéties policières à Bordeaux (cf. p. 6), le peintre antinucléaire Jad continuait sa tournée en France, en exposant ses toiles à Lyon.

Il avait choisi, ce vendredi 23 mai, le Place de la République, en plein centre de la ville. C'est là aussi qu'une bande de militants d'extrême droite se livra à une de leurs activités favorites : la destruction de tout art « déviant » ou « subversif ».

Ils malmenèrent Jad et lacérèrent une de ses toiles. L'intéressé a porté plainte et une manifestation fut organisée samedi 31 mai. Ne rien dire, laisser faire, c'est approuver ! Organisons la riposte !

DENIS

en bref... en bref...

• Une fête de soutien aux nettoyeurs du métro aura lieu le 8 juin, de 10 h à 22 h, à Vigneux dans l'Essonne (près de la gare S.N.C.F.). Cette fête a pour but de combler les pertes de salaires des nettoyeurs grévistes et accueillera divers groupes musicaux : africains, arabes, jazz, rock français... Elle proposera au cours de la journée des débats et des rencontres avec les nettoyeurs, ainsi qu'avec les organisations anticapitalistes ayant soutenu la lutte.
Bon de soutien : 10 F, donnant droit à l'entrée.
En vente à la librairie du Monde libertaire.

• Le 29 mai, Frédéric Arenou, objecteur insoumis, passait en procès à Paris. Le parquet a été renvoyé « à mieux se pourvoir », c'est-à-dire envoyé au tapis... pour vice de forme. Pour de nouvelles poursuites, une autre plainte devra être déposée.

• La Libre Pensée organise dimanche 15 juin une cérémonie commémorative à Abbeville en l'honneur du chevalier de la Barre. Par cette action, elle entend réfléchir à la place de l'homme dans la société laïque à notre époque. Pour tout renseignement : contacter la Libre Pensée, 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris (tél. : 46.34.21.50).

• L'almanach 1986-1987 de la revue « Camouflage » vient de paraître... Pour infos, on peut s'adresser à la revue « Camouflage », B.P. 34, 78800 Houilles.

• Un objecteur insoumis, Gilbert Delisse, a été arrêté le 26 mai 1986 à la suite d'un contrôle d'identité. Il a été présenté au juge d'instruction, puis libéré. Il sera à nouveau entendu le 18 juin. Affaire à suivre.

• Un concert de soutien à « Rockalusine » (association expulsée du squat de Montreuil) aura lieu samedi 7 juin, de 13 h à 20 h, à la ménagerie du Cirque d'hiver, rue Améot, 75011 Paris (métro Filles-du-Calvaire). Au programme : Beruriers noirs, Ludvig van 88, les Coronados, la Souris déglinguée, ainsi que des expositions de fanzines... et une conférence de presse.

**Soutenez Le
Monde Libertaire
Souscrivez**

Les perspectives libérales

En matière de transport, le programme de la droite est complété par le programme de la commission Transport du Club 89, présidée par M. Jacques Toubon. Celui-ci prévoit de privatiser la S.N.C.F. et de la faire éclater.

- Il propose de :
 - transformer le statut d'établissement public de la S.N.C.F. en « société anonyme de droit privé » ;
 - faire éclater la S.N.C.F. en unités autonomes chargées de l'exploitation du réseau, du transport voyageurs, des transports marchandises, des messageries ;
 - privatiser les filiales de la S.N.C.F., comme le demande la Fédération nationale des transports routiers (patrons routiers) ;
 - faire des tarifs voyageurs différents selon la fréquentation des lignes (cela signifie plus cher sur les petites lignes et à nouveau des fermetures de lignes) ;
 - redéfinir la notion de secteur public pour les voyageurs et prévoir plus de « libéralisme » pour le trafic marchandises (sous-tarifcation, concurrence exacerbée... on connaît) ;
 - réduire les déficits en allégeant les contraintes sociales, en s'attaquant au syndicalisme, en allégeant la réglementation (cela veut dire passer au cran supérieur pour réduire les effectifs).

S.N.I., Pompes funèbres and co

Il y a deux semaines dans le *Monde libertaire* n°620, nous relations la victoire obtenue, au début du mois de mai, dans la lutte unitaire (S.N.I., S.N.E.S., S.G.E.N.-C.F.D.T., F.C.P.E.) pour la réintégration de dix-sept maîtres auxiliaires licenciés dans les collèges de Maine-et-Loire.

Mais comme pour *Rambo I* il y eut *Rambo II*, les dirigeants départementaux de la F.E.N. avaient décidé l'action II. Du moins, leur « action ». Dès le lendemain de la réintégration des licenciés, une intersyndicale voyait le S.G.E.N.-C.F.D.T. demander la poursuite de l'action dans les collèges sur la question du remplacement, mais aussi dans les écoles primaires et maternelles ; une action coordonnée départementalement par les syndicats, mais devant avant tout correspondre à une réelle mobilisation des personnels, à la base, dans les établissements scolaires comme cela avait été effectivement le cas dans le combat pour les maîtres auxiliaires.

Cette intersyndicale voyait la F.E.N. faire la moue, déclarant qu'elle consultait ses adhérents sur les modalités de la poursuite de l'action sur le remplacement et qu'elle ne pouvait se décider tant que cette consultation n'était pas achevée. Les vertus de la démocratie syndicale enfin retrouvée ? Tu parles, Charles !

Un enterrement de première classe !

Le remplacement des maîtres absents est le casse-tête syndical n°1 dans le département (86^e département au challenge du taux de remplaçants). Les causes : démographie galopante (1^{er} département au concours des familles « lapinos ») et manque de remplaçants par rapport à la moyenne nationale. Depuis plusieurs mois, des dizaines d'écoles ont vu des remplacements d'une ou de plusieurs semaines non assurés. Nombreuses luttes parcellaires et isolées, volonté de se battre d'une partie du personnel... il était plus que temps que les syndicats départementaux coordonnent efficacement tout cela ou entrent définitivement, selon les choix des uns et des autres.

La proposition du S.G.E.N. fut donc gentiment mise de côté, au nom de la démocratie syndicale (!), de même que celle de l'Ecole émancipée au sein du S.N.I. Et quelques jours après, oh surprise !, les dirigeants de la F.E.N. annonçaient, en serrant très fort leurs petits poings, que ses syndicats S.N.I. et S.N.E.S. relayaient les luttes par... mais oui, mais oui... une manifestation devant la préfecture

d'Angers, le vendredi 23 mai, et à 18 h s'il vous plaît ! Seuls, bien entendu ! Il suffisait d'y penser !

La réponse des personnels à leur consultation était, paraît-il, probante : majorité pour une manif ; le problème, simplement, est que lorsqu'on additionne les enseignants favorables à une grève d'une journée à ceux favorables à une grève d'une demi-journée, on obtient plus de réponses que les favorables à une manif ! Mais les questions étant posées séparément, n'est-ce pas ?... et les dirigeants de la F.E.N. étant vraisemblablement plus littéraires que matheux, ce fut la manif qui l'emporta. Bref, l'enterrement du mouvement était sévèrement préparé par les bureaucrates communistes de la F.E.N. 49.

Comme il fallait s'y attendre, cette manifestation fut un lamentable échec. Aucune unité intersyndicale, aucune mobilisation dans les écoles, 200 personnes battirent la semelle sur le bitume durant une demi-heure, bavardant entre eux, pendant que deux bureaucrates encravatés distillaient les formules chocs de leur lutte de classes au rabais. sb

Ni fleurs ni couronnes

Deux cents manifestants sur cinq mille enseignants, brillant résultat ! Ce qui peut étonner au passage, c'est qu'il se trouve encore deux cents vieux grognards pour participer à ce genre de spectacle navrant. Et certains se lamentent encore sur la baisse de syndicalisation...

Quand on fait tout pour ne pas étendre les luttes, pire quand on s'arrange pour casser celles qui existent par des actions minables, quand on emmerde tout le monde par des rassemblements auxquels plus personne ne croit, il est un peu déplacé de venir ensuite pleurnicher sur la difficulté de placer des cartes syndicales.

L'imagination au pouvoir et le coup de pied au cul sont des slogans qui vont devenir essentiels, si l'on veut éviter au syndicalisme de disparaître corps et biens. Finissons par une note d'humour, celle donnée par l'Ecole émancipée 49 lors de ce bel enterrement : une distribution aux manifestants d'un faire-part sur lequel on pouvait lire : « Nous vous remercions de votre participation à la mise en bière 86 de l'action syndicale. Ni fleurs ni couronnes. Un vin d'honneur sera servi à ceux qui se l'offriront ».

PATRICK (gr. d'Angers)

Réduire le temps de travail pas les effectifs

Le vendredi 30 mai, environ 60% des agents de conduite ont arrêté le travail avec des pointes de 80% de grévistes à Toulouse, 70% à Lyon, 60 à 70% à Tours. Cette très large participation s'explique par le désarroi des cheminots face aux nouvelles mesures de la direction S.N.C.F. présentées au comité central d'entreprise du 21 avril 1986. Ces mesures visent à accélérer la diminution des effectifs avec tout un arsenal approprié de départs « volontaires » et de mutations. (Rappelons que ce train de mesures supprimera entre 8 000 et 10 000 emplois chaque année.)

Ce phénomène récent appelle une réponse efficace

dans un climat social qui ne s'y prête guère. Il y a une culpabilisation des cheminots face aux accidents répétés de cet été auxquels la S.N.C.F. a répondu par un contrôle des connaissances. Les travailleurs croient moins à un changement possible de système. L'organisation syndicale veut de moins en moins s'exprimer. Aujourd'hui, les « affaires » se règlent entre les quatre murs capitonnés d'un bureau de la direction ; on ne parle plus en terme de luttes mais d'études de dossiers.

Réactions syndicales

Sur la poussée de leurs régions, la C.G.T., la C.F.D.T. et la F.G.A.A.C. (1) ont déposé un préavis national couvrant toutes les initiatives locales. Sur le plan national, il n'y a pas d'accord unitaire. Malgré une politique de « solitaire » menée par la C.G.T. et quelques disparités quant aux dates, le temps fort sera la journée du 30 mai.

Sur le plan régional, quelques appels unitaires ont pu être lancés, comme à Clermont-Ferrand ou à Lyon ; mais ce fut surtout des appels parallèles à arrêter le travail le même jour. Seules la C.F.D.T. et la F.G.A.A.C. ont lancé un appel national concernant deux catégories de cheminots : les roulants et les agents de train. Les autres catégories seraient-elles épar-

gnées par la politique patronale ?

A l'origine de la grève, des mesures de gestion du personnel visant à réduire massivement les effectifs :

- les modernisations, en particulier l'informatique, modifieront considérablement le travail ;
- la flexibilité, pour faire la chasse aux temps morts et augmenter la productivité ;
- la mobilité, à travers les fusions de filières, l'accord cadre, les modifications prévues pour les notations ;
- un « dégraissage », après les blocages de l'embauche, par des mesures d'« incitation » au départ.

Quelles mesures à venir ?

Les propositions syndicales sont-elles à la hauteur de la situation ?

L'action doit par son ampleur répondre aux mesures prises à l'encontre des cheminots. Une action traditionnelle du type 24 h de grève, même réussie, ne peut suffire à stopper le plan de restructuration engagé à la S.N.C.F.

L'inquiétude et la forte attente des cheminots peuvent conduire à des affrontements très durs, comme cela a déjà été le cas, notamment durant la grève sur les 35 h où les cheminots n'ont pas attendu les mots d'ordre des confédé-

rations syndicales pour décider la grève.

Il faut peut-être prendre le temps de sensibiliser les cheminots en leur donnant des informations précises, et non pas seulement répercuter celles du capitalisme qui dit : le trafic baisse. On peut dire aussi que la production industrielle augmente, c'est vrai même si elle augmente moins qu'auparavant (le transport de marchandises peut être un secteur en pleine expansion).

Les transports sont un secteur dont toute l'industrie a besoin. Les travailleurs ont un pouvoir important car une semaine d'arrêt de travail pourrait paralyser toute l'économie. Forts de ce pouvoir, il y a peut-être des actions sélectives à trouver qui toucheraient davantage les entreprises que les usagers, choisir une région ou un point clef de l'économie, établir la communication avec d'autres secteurs d'activités...

Dans la bourrasque libérale, la décomposition du syndicalisme s'accroît ; il a fait la preuve de son incapacité à rompre avec le système capitaliste même s'il aménage le quotidien. Il n'y a plus de réponses toutes faites des organisations. L'individu reprend une dimension qu'il avait perdue, il s'agit de retrouver de nouvelles formes de luttes. Les idées et la pratique libertaires doivent y occuper une place privilégiée.

CHARETT ABRAT

(1) Fédération générale autonome des agents de conduite.

POLLUTION

Intoxication de l'environnement humain

La radioactivité existe à l'état naturel. Elle est émise par les rayons cosmiques (soleil et autres étoiles), par la croûte terrestre (par des minéraux comme l'uranium ou les roches granitiques). Elle est présente dans l'atmosphère (radon et thoron), dans les eaux de source, de rivière, ou dans la mer (certains sels radioactifs sont solubles), dans les organismes vivants (isotopes de carbone, potassium).

La radioactivité est aussi produite artificiellement : en médecine (radiologie, par exemple), par certains articles manufacturés (montres, télévisions...), par les armes nucléaires et certaines pollutions industrielles.

La radioactivité ?

Il n'y a pas de différence de nature entre radioactivité d'origine naturelle et artificielle. Les deux phénomènes se manifestent sous les mêmes formes.

L'organisme humain peut être atteint de trois façons différentes : par l'exposition du corps à des sources extérieures ; par le contact de la peau avec des substances radioactives ; par l'incorporation de substances radioactives dans les tissus vivants (voie respiratoire, digestive ou transcutanée).

Les facteurs qui déterminent la gravité des dégâts causés par l'irradiation sont les suivants : l'énergie absorbée par unité de masse du tissu irradié ; l'étalement de l'irradiation dans le temps ; la nature du rayonne-

ment (certains sont plus dangereux que d'autres) ; la nature des tissus irradiés (certains tissus sont plus sensibles).

Les effets de la radioactivité sont de deux sortes. Ils sont génétiques ou héréditaires lorsqu'ils se manifestent dans la descendance. Ils sont somatiques quand il ne concernent que l'individu irradié.

Après l'accident de Tchernobyl, on a souvent entendu dire que, en dessous d'un certain seuil, la radioactivité n'avait aucune conséquence sur l'environnement et la santé des populations. Il est exact que la Commission internationale de protection radiologique fait état, dans ses recommandations, de doses admissibles. Or, pour certains effets, au contraire, il semblerait qu'il n'existe pas de seuil sous lequel rien ne soit observé. Ce serait le cas notamment pour l'apparition d'un cancer et pour les effets héréditaires où toute dose, si petite soit-elle, présenterait un risque.

Et les pollutions artificielles...

Il existe plusieurs formes de pollutions. On peut distinguer : la pollution par tous les déchets solides (ordures ménagères...); la pollution par le bruit ; la pollution par les déchets radioactifs ; la pollution chimique.

La contestation des écologistes s'est bien souvent limitée à une opposition par rapport à l'implantation des centrales nucléaires. Cette opposition a

d'ailleurs entraîné avec elle toute une partie de la population (dans les années soixante-dix) qui ne s'intégrait pas forcément aux mouvements écologistes. Or les principales sources de pollutions ont été et restent pour le moment d'origine chimique.

Néanmoins, on ne peut pas comparer les pollutions chimiques et radioactives, pour affirmer que l'industrie nucléaire est sûre. L'essor du nucléaire est relativement récent. Les pro-

grammes de recherche ne sont pas toujours contraints à une rentabilité immédiate. C'est à partir du moment où l'on entre dans une phase d'industrialisation que le capitalisme (privé ou d'Etat) essaie de diminuer au maximum les coûts de production.

Le nucléaire et les militaires

Le plus grave inconvénient du nucléaire est qu'il s'est avéré impossible de le limiter à des usages pacifiques. L'essai progressif des armes nucléaires menace l'existence même des

populations par leur pouvoir de destruction massive. Cette menace est d'ailleurs sans précédent (1) pour notre civilisation car elle est à l'échelle de la terre (2).

Mais là encore, la menace ne vient pas exclusivement des armes nucléaires, même si les principales revendications des mouvements pacifistes actuels se concentrent sur la bombe atomique. Les armes chimiques peuvent avoir à long terme des effets comparables aux armes nucléaires.

L'utilisation destructrice des découvertes scientifiques et des technologies modernes n'est pas un nouveauté. Il en a toujours été ainsi depuis que les armées existent, et même certainement bien avant l'existence des armées...

Les connaissances scientifiques servent à rendre compréhensibles les mécanismes de l'évolution de l'univers, nous permettant dans le meilleur des cas d'utiliser ces mécanismes au mieux de notre survie (1) et de notre plaisir.

Or, pendant que notre environnement évolue, pendant que nos connaissances des mécanismes de cette évolution s'élargissent, les fondements de notre société (fondements qui reposent en partie sur l'exploitation de l'homme par l'homme), eux, n'évoluent pas.

Après des siècles de dictature religieuse, où la plus petite volonté de comprendre ce que les différentes « bibles » n'expliquaient pas était considérée comme une hérésie, l'humanité a eu à subir les capitalismes privés et d'Etat, la dictature de la loi du marché, de l'offre et de la demande, des plans et des restructurations.

Ces dictatures, que nous connaissons toujours aujourd'hui, conduisent aux irrationalités que l'on sait : misère dans le tiers monde, chômage, fanatisme religieux et politique qui relève la tête, un peu partout des populations qui crévent de faim alors que la nourriture est abondante... Le problème est donc de supprimer cette exploitation de l'homme par l'homme. Ici, les propositions anarchistes ont certainement un rôle à jouer !

CHRISTIAN (Evreux)

(1) Il s'agit des menaces artificielles, dues à notre civilisation. Il est certain qu'il existe également des menaces naturelles, liées à l'évolution de l'univers, donc de notre environnement (évolutions et risques indépendants du phénomène « humain »).

(2) « Les effets biologiques d'une guerre nucléaire », « La Recherche » n°154, avril 1984.

Sources

« Le dossier électronucléaire », éditions du Seuil, collection Points sciences ; « Les effets des radiations nucléaires à faible dose », « La Recherche » n°168, juillet-août 1985. A propos des formes de pollutions artificielles, on peut conseiller la lecture (entre autres) des articles parus dans « La Recherche » : « La pollution par le plomb » (n°152), « L'Irradiation des aliments » (n°165), « La pollution par les nitrates » (n°169), « Les pesticides et le tiers monde » (n°176), « Bhopal, les retombées d'une tragédie » (n°175).



grammes de recherche ne sont pas toujours contraints à une rentabilité immédiate. C'est à partir du moment où l'on entre dans une phase d'industrialisation que le capitalisme (privé ou d'Etat) essaie de diminuer au maximum les coûts de production.

Ainsi, les accidents graves, de nature chimique comme ceux de Seveso et Bhopal (entre autres), de nature nucléaire comme celui de Tchernobyl, viennent du fait que l'on a négligé la sûreté des installations au profit d'une production et d'une rentabilité accrues.

C'est d'ailleurs pour des besoins capitalistes que l'industrialisation du nucléaire a été décidée alors que les résultats obtenus par les programmes de recherches ne permettaient pas, et ne permettent toujours pas, de maîtriser suffisamment cette filière. Il reste notamment des problèmes de sécurité non résolus, liés au démantèlement des centrales nucléaires périmées,

Pour une évolution des structures...

Les connaissances scientifiques servent à rendre compréhensibles les mécanismes de l'évolution de l'univers, nous permettant dans le meilleur des cas d'utiliser ces mécanismes au mieux de notre survie (1) et de notre plaisir.

Manif antinucléaire à Paris

Ce n'est que très tardivement qu'aura été organisée cette manifestation antinucléaire du samedi 24 mai. Cinq mille personnes à Paris, alors qu'ailleurs dans le monde les manifestants se comptaient par dizaines de milliers... cela interpelle !

Les nombreuses hésitations et les tergiversations du mouvement écologiste, les « on a fait ; on la fait pas » sont significatifs de l'état du mouvement contestataire à l'heure actuelle. Après un accident aussi grave que celui de Tchernobyl, alors que l'Etat a menti d'une manière scandaleuse et que tout a été fait pour

rassurer les gens (il n'y avait pas lieu de l'être) et les désinformer, le mouvement écologiste et la frange révolutionnaire n'ont pas fait de contre-information, ce qui constituait le minimum en la matière.

Dans ce contexte, on comprend mieux les difficultés d'organiser cette manifestation et l'appellation de manifestation salutaire qui lui a été donnée. Les anciens routards des grandes batailles en ont assez de ramper dans le désert, et c'est pour se donner bonne conscience que l'on est allé défiler dans cette manif traîne-savate s'il en est.

Pourtant, localement, là où les populations sont touchées par l'établissement des centrales nucléaires, des réactions ont eu lieu, et il reste encore l'espoir de voir ces gens réagir, même si le localisme a ses limites et si cela reste de l'ordre de la défensive.

Ces groupes locaux restent des bases de lutte, des points de départ pour réorganiser le mouvement car même si les temps sont durs, il n'y a qu'en maintenant la lutte et en continuant de faire prendre conscience aux gens du monde qui les entoure que l'on fait avancer les choses.

NIKMO

Au secours ! la France contre-attaque

L'ARROGANCE de la « Grande Nation » a une fois de plus frappé. Cette fois, c'est le petit Grand-Duché du Luxembourg qui a dû supporter le coup de la racaille politicienne française. Le 17 mai, se déroulait à Dudelange (petite ville au sud du Luxembourg, près de la frontière franco-luxembourgeoise) une manifestation contre la centrale nucléaire de Cattenom, village se trouvant à l'extrémité nord-est de la France.

Sur place, se trouvaient des agents de police français jouant aux touristes. En effet, ces galopins avaient amené leurs appareils photo et s'amusaient à photographier tout ce beau monde. De quel droit les complices de la répression étatique française exercent-ils leur sale boulot sur le territoire luxembourgeois ? Vous pouvez être sûrs que c'est pour embêter ces Luxembourgeois dès que ceux-ci pénétreront sur le territoire de la grande nation.

On verra, le 15 juin prochain, lors de la manifestation internationale se déroulant à Cattenom, si la démocratie française nous autorisera à envahir le territoire de la toute puante France. Ce sont les mêmes Français, qui viennent au Luxembourg recueillir des informations sur des citoyens luxembourgeois, qui interdisent aux mêmes Luxembourgeois d'aménager une station de contrôle (sans personnel) à Cattenom pour informer la population sur un éventuel accident dans la centrale.

Mais l'affaire du Rainbow-Warrior a déjà montré que la France, au nom de l'intérêt national, ne se gêne pas pour violer la souveraineté d'autres pays. Si le petit prince François avait tenu sa promesse donnée au cours de la campagne présidentielle de stopper les travaux à Cattenom, ce nouvel incident typiquement français n'aurait pas eu lieu. M'enfin, il ne faut pas s'étonner, car les politiciens ont le mensonge dans le sang.

CLAUDE MOLINARO

uls, bien

il, pro-
est que
re d'une
on obtie-
s questions
de la
x, ce fut
ait sévè-
E.N. 49.
amenda-
dans les
rant une
aocrates
asses au

nt résul-
ore deux
navrant.
on...

and on
inables,
uxquels
pleurni-

ologans
de dis-
lle don-
e distri-
ait lire :
bière 86
eur sera

Angers)

r déci-

dre le
s che-
nt des
et non
er cel-
dit : le
t dire
indus-
t vrai
port de
re un
nsion).

n sec-
rie a
ont un
e
travail
l'éco-
oir, il y
électri-
raient
es que
région
omie,
n avec
vités...

érale,
ndica-
fait la
cité à
capi-
ge le
s de
des
ividu
qu'il
it de
ormes
prati-
occu-

BRAT
tonome

L'Allemagne après le nuage

Il était une fois, début mai, un nuage venant de l'Est ! Ce nuage risquait de compromettre le ronron du lobby nucléaire des pays occidentaux ; aussi ce dernier, pour sauver ses affaires, déclara au bon peuple : « Rien à craindre, le vilain nuage s'est arrêté devant votre frontière ». Mais parfois ces mensonges ne marchaient pas. Le peuple allemand, par exemple, était devenu beaucoup trop méfiant, grâce à un lourd passé...

« Comment vivez-vous avec le nuage ? », ai-je demandé à de nombreux amis allemands par téléphone. Ce fut d'abord le choc, la déroute absolue, quand nous avons compris (rapidement) avec quel toupet on nous mentait. Comment les communiqués officiels des ministères trichaient grossièrement sur les mesures de la radioactivité. Exemple du 6 mai : un échantillon du sol donnait 20 000 becquerels par mètre carré et un échantillon de lait 900 par litre. Hélas !, le communiqué officiel avait été un zéro à chaque chiffre.

Mais cette première impression d'impuissance dépassée, le débat sur sa propre peur commença en même temps que la fuite en avant... Il y a en effet des moments où ne pas avoir peur peut être

On a pu alors observer dans toutes les régions, dans des milieux et groupes très divers, dans les universités, les écoles, les usines, à la campagne, chez des féministes, etc., un élan nouveau poussé par un courage désespéré. Tracts et pétitions ont commencé à circuler, des manifestations à se former partout... Des annonces d'une page ont été publiées dans les journaux pour réclamer un référendum au sujet de l'arrêt immédiat de l'industrie nucléaire. Le journal alternatif berlinois T.A.Z. a connu une brusque augmentation de son tirage grâce à ses tableaux très détaillés indiquant les mesures de la radioactivité par région et par ville, jour après jour.

Dès le 3 mai, des manifestations ont été organisées dans toute l'Allemagne, de Berlin-Ouest jusqu'à Wackersdorf, avec des affrontements de plus en plus violents. Tellement violents que certains journaux ont parlé d'une « guerre civile » ; d'autres, c'est selon, d'un « écolo-terrorisme »... Le week-end de la Pentecôte a vu le plus grand affrontement de l'histoire de la résistance antinucléaire : la presse a pu parler de quatre cents à cinq cents blessés, plus ou moins grièvement atteints, à Wackersdorf.

Des hélicoptères de la police déversaient des bombes fumantes dans la foule, des véhicules autopompe de fortes doses de gaz C.S., parfois pur, qui déclenche des décollements de la rétine chez les victimes. Ces affrontements, malgré leur horreur, ont continué le week-end suivants et ont atteint les 24 et 25 mai la centrale Biblis, en Basse-Saxe. « Robin-Wood », une organisation écologiste, a occupé et détruit le principal mât électrique de la centrale Stade.

Pendant que la population agissait violemment pour exiger la fermeture des centrales, techniquement et économiquement faisable, dans les coulisses d'autres personnes marchandaient sur les conséquences politiques... Les chrétiens-démocrates et les syndicats faisant les morts, les discussions internes des Verts se déroulaient sous le signe de l'apocalypse. Comme toujours, ils se divisaient entre « réalos » et « fundis ».

« Seul celui qui exige l'arrêt immédiat fait une politique réaliste, puisqu'il prend au sérieux les craintes et les revendications des gens. Les jeux parlementaires ne nous avancent pas... » déclarent en substance les « fondamentalistes » qui réclament

l'arrêt sans compromis et, à Hesse, la rupture avec la coalition social-démocrate.

Mais les « réalistes », avec en tête à Munich Joschka Fischer, Premier ministre des Verts, voient comme meilleure stratégie la pression sur les sociaux-démocrates, dépendants de leurs voix, pour aboutir à une politique du « aussstieg » (arrêt). Si les attaques envers Joschka Fischer ne manquent pas, d'autres militants lui font confiance : « Il est futé ! ».

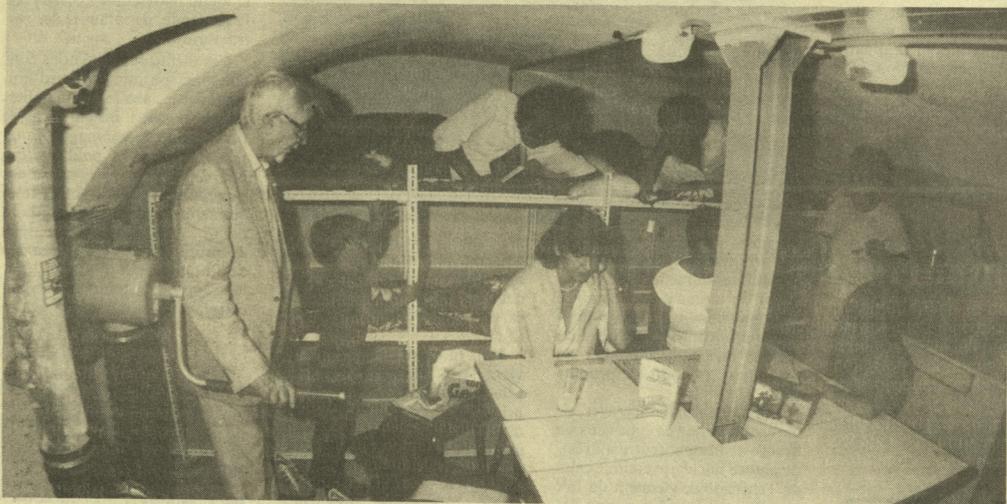
Cependant jusqu'à aujourd'hui les discussions entre les deux partis n'ont pas abouti à quelque chose de définitif. Les sociaux-démocrates, tirillés entre leur intérêt électoraliste et leurs intérêts tout court, restent dans des positions mi-figue mi-raisin, parlant d'une « énergie nucléaire limitée » et de la fermeture des centrales « démodées ». Aux dernières nouvelles, les Verts leur auraient donné un délai jusqu'à la fin de l'année. De toute façon au Parlement de Bonn, les Verts ont mis le « aussstieg » au programme des élections de 1987.

Dans quelques « Lander », comme à Hambourg, les sociaux-démocrates eux aussi sont pour l'arrêt (la centrale de Brocksdorf doit être fermée) ; en Rhénanie-Palatinat, l'opposition social-démocrate se déclare catégoriquement contre la mise en marche de la centrale Mülheim-Kärlich et demande l'« aussstieg » total, lequel sera « techniquement et financièrement possible, sans baisse du niveau de vie ».

Point commun des politiciens de toute couleur : leurs discussions tournent autour de chiffres. Il est vrai que pendant les dix dernières années cent milliards de marks ont été investis dans les centrales nucléaires.

Le ministre de l'Intérieur bavarois, lui, envisage pour faire « face à la situation de plus en plus périlleuse » d'autoriser les forces de police à faire usage d'armes à feu et de la munir d'armes de lancement, efficaces à soixante mètres de distance, en cas de manifestations. Ces engins sont produits par la firme Messerschmidt, qui s'est tristement illustrée au cours de la Seconde Guerre mondiale.

DAGMAR



plus néfaste que ressentir ce sentiment. La peur peut devenir un moteur pour des réflexions rapides et des actions déterminées.

« En quoi consistait concrètement cette peur ? Et comment avez-vous réagi ? » Là, les réponses ont été très diverses. Reimar, de Berlin, père de deux enfants en bas-âge et cofondateur de deux « boutiques d'enfants » (crèches alternatives) me raconta que sa compagne avait pris le premier avion en direction de Majorque car elle allaitait encore la plus petite.

Des « boutiques d'enfants » entières grattèrent leurs fond de tiroir pour fuir également en direction de l'Espagne. Elles y étaient encouragées par les Verts qui, par exemple à Munich, faisaient transporter gratuitement des femmes enceintes ou accompagnées d'enfants. Tout le monde ne pouvait pas s'enfuir. Mais rapidement des « Bürgerinitiative » (initiative de citoyens) se sont formées. Des parents en groupe enlevèrent le sable des terrains de jeux (interdits aux enfants) et le déversèrent devant les mairies (Hanovre) ou occupèrent mairies, piscines, salles de gymnastique, musées, zoos pour leurs enfants.

Grand était également le désarroi de nombreux cultivateurs « biologiques ». Ainsi, Thomas et ses amis, qui depuis quatre ans vivent dans un ancien moulin à eau près de Kassel. Leurs asperges étaient déjà sorties. Ils enlevèrent une couche de terre contaminée... mais où l'entasser ? Et quelle valeur donner maintenant à leurs légumes et fruits garantis « non chimiques » ?

Tour du monde antinucléaire

APRÈS une tournée mondiale qui dure depuis 1979, ayant parcouru Tahiti, la Nouvelle-Zélande, l'Australie, Hong-Kong, le Japon, le Canada, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la R.F.A., l'Autriche, la Suisse, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, Jad et Marielle arrivent en France, transportant toujours avec eux dans leur camion d'artiste l'expression picturale de Jad et les mots (la poésie) de Marielle.

Partant de Tahiti pour lutter contre les essais atomiques français en Polynésie, ainsi que pour sensibiliser, informer et protester contre les dangers nucléaires en général, ils sont depuis une année sur les routes françaises, voyageant de ville en ville. La France demeure une étape importante, puisque responsable des essais nucléaires en Polynésie. Du 18 au 26 avril, ils étaient donc à Bordeaux.

Invité par un collectif de soutien, formé par différentes organisations et individus (entre autres des étudiants tahitiens et kanaks de Bordeaux représentants du F.L.N.K.S., les groupes F.A. de cette même

ville), Jad apprenait à son arrivée le refus de la municipalité de lui accorder l'autorisation d'exposer en place publique. Rien d'étonnant... la France politique et nucléaire n'aime pas que l'on mette le nez dans ses atomes.

Lors de la première exposition, de bon matin, les flics étaient au rendez-vous pour tenter d'interdire la mise en place de ces immenses tableaux chargés de couleurs, de sang et de cris, reflétant le triste présent de la Polynésie. Face à la détermination du peintre et de ses amis, ils reculèrent à l'idée d'emmener les tableaux, trop encombrants pour eux.

Des négociations furent donc entamées avec la mairie et si celle-ci refusa toujours de donner son accord, elle ne put que fermer les yeux et dire à la police de tolérer les expositions prévues chaque jour de la semaine. Ce fut bien une victoire qui fut remportée le premier jour sur une place nommée « Place de la Victoire ».

Il fut également organisé deux diaporamas avec exposés sur la réalité polynésienne et la symbolique

des tableaux de Jad. L'exposition se déplaça à la faculté de Bordeaux qui refusa elle aussi son autorisation, mais avec l'habitude nous sûmes très bien nous en passer.

Cette semaine se termina par une manifestation dans les rues de Bordeaux avec les tableaux (dont certains, pour la première fois en France, portés par des Tahitiens). Malgré la pluie qui empêcha la manifestation d'avoir l'impact voulu auprès du public, deux cents personnes environ avaient répondu à l'appel pour crier « Stop aux essais atomiques en Polynésie et ailleurs ». Ironie du sort, à cette même heure, la France procédait dans le secret le plus total à un nouvel essai souterrain.

Mais Jad et Marielle ne s'avouent pas vaincu et poursuivent leur voyage ; prochaine étape : Toulouse, avec une nouvelle interdiction d'exposer. Ils préparent par ailleurs un festival, à Paris, les 4, 5 et 6 juillet, pour commémorer le vingtième anniversaire des essais nucléaires.

(Correspondance)

Contact : Jad, apt. 88, 6, rue du Champs-de-Mars, 76000 Rouen.

ESPAGNE 36

Il y a cinquante ans commençait la révolution espagnole

LES 6, 7 et 8 juin, dans le cadre du cinquantenaire de l'« Espagne 36 » seront évoquées par des projections, des expositions et des débats, les collectivisations et l'œuvre constructive de la révolution espagnole.

Vendredi 6 juin, 20 h, à la Bourse du Travail (rue du Château-d'Eau) : « Femmes libres : les femmes et la révolution espagnole » avec Pepita Carpena, Soledad Estorach...

Samedi 7 juin, 14 h, à la Bourse du Travail : « Les

collectivisations et l'œuvre révolutionnaire » avec F. Mintz, A. Dobœuf, R. Bosdeveix, A. Crapaud...

Dimanche 8 juin, 17 h, au 33, rue des Vignoles : « Les collectivités et la société anarchiste ». L'exposition « Espagne 36 », traitant des réalisations de la C.N.T., se tiendra à cette même adresse du 2 au 6 juin, de 15 h à 20 h.

En introduction aux débats sur les collectivisations, nous publions ci-dessous le témoignage d'un camarade ayant participé aux collectivisations à Puigcerda, les

conclusions de l'édition italienne du livre de Gaston Leval (*Espagne 36* aux éditions du Monde libertaire, en vente à la librairie du M.L., 60 F) non reprises dans l'édition française et traduites par F. Mintz, ainsi que de larges extraits d'un article de Paul Lapeyre paru dans le n°7 de l'*Espagne antifasciste* du 30 novembre 1937 évoquant les mesures étatiques contre les collectivisations.

Pour l'équipe d'animation
GÉRARD

Principes et enseignements

TOUT ce qui par témoignage direct ou indirect a été exposé dans ce livre (1) aide à la compréhension des enseignements suivants que j'ai formulés en synthèse comme sujet de méditation.

1. Le principe juridique des collectivités était entièrement « nouveau ». Ce n'était ni le syndicat ni la mairie au sens traditionnel du mot et non plus la commune du Moyen-Age. Toutefois, elles étaient plus proches de l'esprit communal que de l'esprit syndical. Les collectivités auraient pu souvent s'appeler « communauté », comme c'est le cas pour celle de Binéfar et constituaient vraiment un tout dans lequel les groupes professionnels et corporatifs, les services publics, les échanges, les fonctions municipales, restaient subordonnées, dépendant de l'ensemble, tout en jouissant de l'autonomie dans leurs structures, dans leur fonctionnement interne, dans l'application de leurs buts particuliers.

2. Malgré leur détermination, les collectivités étaient pratiquement des organisations libertaires communistes, qui appliquaient la règle « de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins », soit par la quantité de ressources matérielles assurées à chacun là où l'argent était aboli, soit au moyen du salaire familial là où l'argent a été maintenu. La méthode technique différait, mais le principe moral et les résultats pratiques étaient les mêmes.

Cette pratique était en effet sans exceptions dans les collectivités agraires ; peu fréquente au contraire dans les collectivisations et socialisations industrielles, la vie de la ville étant plus complexe et le sentiment de sociabilité moins profond.

3. La solidarité portée à un degré extrême était la règle générale des collectivités agraires. Non seulement le droit de tous à la vie était assuré, mais dans les fédérations mères s'établissaient toujours plus le principe de l'appui mutuel avec le fonds commun dont jouissaient les villages moins favorisés par la nature. A Castellon, on établit dans ce but la Caisse de compensation. Dans le domaine industriel, cette pratique semble avoir commencé à Hospitalet, dans les chemins de fer catalans et plus tard elle fut appliquée à Alcoy. Elle aurait été plus générale si l'arbitrage avec les autres partis n'avait pas empêché de socialiser ouvertement dès les premiers jours.

4. Une conquête d'une énorme importance a été le droit de la femme à la vie, quelques fussent ses fonctions sociales. Dans la moitié des collectivités agraires, le salaire qui lui était attribué était inférieur à celui de l'homme, dans l'autre moitié équivalent ; la différence s'expliquait en tenant compte que la femme célibataire vit rarement seule.

5. De même les enfants ont vu leur droit reconnu spontanément : non comme une aumône accordée par l'Etat, mais bien comme l'exercice d'un droit que

nul ne pensait à nier. En même temps, les écoles leur ont été ouvertes jusqu'à 14 ou 15 ans : seule façon d'éviter que les parents ne les envoient travailler avant l'âge, et pour rendre l'instruction réellement générale.

6. Dans toutes les collectivités agraires d'Aragon, de Catalogne, du Levant, de Castille, d'Andalousie et d'Estrémadure, il y a eu pour règle spontanée de constituer des groupes de travailleurs presque toujours fixés dans des zones précises et qui se partageaient les cultures ou les terres. Egalement spontanée a

été la réunion des délégués élus par ces groupes avec le délégué local de l'agriculture dans le but d'orienter le travail général.

7. En plus de ces réunions et d'autres analogues des groupes spécialisés, des réunions de la collectivité avaient lieu sous forme spontanée également — assemblées hebdomadaires, bi-mensuelles ou mensuelles. On s'y prononçait sur l'activité des conseillers nommés par elles — sur les cas spéciaux et les difficultés imprévus. Tous les habitants, hommes et femmes, et qu'ils fussent ou non produc-

teurs de biens de consommation, intervenaient et déterminaient les accords pris. Souvent même les « individualistes » pouvaient se prononcer et voter.

8. Dans la collectivisation de la terre, les modifications les plus importantes ont été : l'augmentation du machinisme et de l'irrigation, l'extension de la polyculture, la plantation d'arbres de toutes espèces. Dans l'élevage des bestiaux : la sélection et la multiplication des espèces, leur adaptation aux

(suite p. 8)

TÉMOIGNAGE

La commune libre de Puigcerda

Pas seulement l'agriculture...

PUIGCERDA, en 1936, était une localité de 5 000 habitants, située à la frontière avec la France, près de Bourg-Madame (Pyrénées-Orientales). Elle fait partie de la province de Gérone (Catalogne). Son économie reposait sur l'agriculture, notamment par la production de lait, et sur le commerce du fait de sa position géographique et de sa gare. Cité coquette, elle accueillait des touristes en toute saison et possédait l'infrastructure adéquate (quatre grands hôtels, deux casinos, trois cafés, un théâtre et un cinéma). La situation des travailleurs était très précaire.

Sur le plan politique, il y avait quelques personnes de droite, quelques républicains et socialistes, et très peu de communistes. Sur le plan syndical, une union locale de la C.N.T. et une de l'U.G.T. A cause de la misère, le climat général était à la grogne et parfois à la révolte.

L'instauration de la commune libre

Lorsque Barcelone déclencha la révolte, Puigcerda répondit à l'appel. Un front commun fut formé, en principe pour combattre le fascisme local, mais il ne tarda pas à s'étendre de l'autre côté de la frontière, à Bourg-Madame. Le 23 juillet, la Fédération anarchiste ibérique (F.A.I.) fit appel au volontariat et des camarades de Bordeaux, Toulouse, Narbonne, Béziers et des environs, Français ou Espagnols résidant en France y répondirent. En accord avec la C.N.T. de Puigcerda, ils restèrent tous dans cette localité frontalière car beaucoup étaient bilingues.

Une fois la localité libérée des factieux, le peuple fut invité à assister aux assemblées générales afin de choisir les structures politiques et économiques que la révolution leur permettait d'installer. L'accord se fit sur un nouveau système politique et social : la commune libre. Divers participants se prononcèrent pour le communisme, souvent mis en avant par les camarades de la C.N.T. Mais ils ne comprirent pas que, vu l'existence du gouvernement et du capital, reconnu par les diverses forces politiques et l'U.G.T., la C.N.T. ne pouvait pas à elle seule imposer le communisme libertaire à la majorité de la population, c'est-à-dire la socialisation de l'économie nationale et de tous les biens du pays.

L'accord sur la commune libre signifiait la collectivisation par les travailleurs des propriétés des « seigneurs » enfuis à l'étranger. Les deux unions locales, C.N.T. et U.G.T., convoquèrent les agriculteurs à une assemblée générale dont l'ordre du jour fut l'instauration des collectivités et la nomination des responsables de comités de gestion et d'administration. Un délégué de chaque collectivité était d'office membre de l'union locale.

Les coiffeurs se regroupèrent et ouvrirent un seul grand salon. Les tailleurs, les couturières, les travailleurs du bâtiment firent de même. La fromagerie, la production de beurre et de lait concentré furent aussi gérées par les producteurs.

L'éducation fut également restructurée : une propriété appartenant à la bourgeoisie fut réquisitionnée par la commune et cédée aux instituteurs pour fonder une colonie permanente pour tous les élèves. Le château fut transformé en école. La cantine et l'habillement étaient gratuits pour tous les élèves. Les instituteurs, à tour de rôle, effectuaient le ramassage scolaire.

Lorsque toutes les branches furent organisées, les syndicats C.N.T. et U.G.T. formèrent le comité local de l'économie et la commune un conseil de l'urbanisme. Les syndicats décidèrent l'application du salaire unique pour toutes les corporations, avec la retraite à 60 ans pour les hommes comme pour les femmes.

La répression

Nous avons vécu ce système social pendant toute la période révolutionnaire du 1^{er} août 1936 au 15 mai 1937. Après son véritable coup d'Etat dans la région, le parti communiste et Lister, en accord avec la droite réactionnaire, rendirent par un ordre dictatorial les propriétés réquisitionnées à leurs propriétaires. La commune libre fut remplacée par un commissariat avec un corps de police secrète et de gardes d'assaut.

Les milices et autres structures furent dissoutes. Huit camarades, délégués de la commune, membres de la C.N.T., furent assassinés un beau matin sur leur lieu de travail par un commando de gardes d'assaut. D'autres militants et moi-même furent condamnés à des peines de prison.

Malgré ces « péripéties » dues aux communistes sous l'autorité du commissariat, la C.N.T. garda son influence. Le commissariat et le commandement militaire devaient toujours consulter la C.N.T., qui représentait la base sociale. Cette position obligea les autorités à respecter notre place économique jusqu'à la fin de notre combat, en 1939. Ainsi lors du bombardement de la gare de Puigcerda par l'aviation franquiste qui fit sept morts, les autorités consultèrent la C.N.T. pour construire des refuges souterrains. Etant mineur de profession et donc expérimenté, je fus nommé par la C.N.T. responsable des travaux. Trois équipes effectuèrent le travail durant cinq mois et la population put se mettre à l'abri. J'aurais pu signaler bien d'autres détails, mais je pense que cela suffit pour décrire ce que fut l'essentiel de l'anarchisme à Puigcerda pendant cette révolution.

JEAN GIL

(suite de la p. 7)

conditions du milieu, du climat, de l'alimentation, etc., et la construction sur une vaste échelle d'étables, de porcheries et de bergeries collectives.

9. On étendait continuellement l'harmonie dans la production et la coordination des échanges, de même que l'unité dans le système de répartition. L'unification communale se complétait avec l'unification régionale, d'où la Fédération nationale était élue.

A la base, la « commune » organisait l'échange. Exceptionnellement la commune isolée la pratiquait, mais sur autorisation de la fédération qui prenait note des échanges et pouvait les interrompre s'ils causaient un préjudice à l'économie générale. Cela arriva pour une collectivité isolée de Castille, qui ne vendait pas le blé pour son compte mais envoyait le client à l'office du blé à Madrid.

En Aragon, la Fédération des collectivités, fondée en janvier 1937, et dont la résidence centrale se trouvait à Caspe, commença à coordonner les échanges entre toutes les communes de la région, ainsi qu'à appuyer l'appui mutuel.

La tendance à l'unité s'était faite plus claire avec l'adoption d'une carte de « producteur » unique, et d'une carte de « consommateur » également unique, qui impliquait la suppression de toutes les monnaies, locales ou non, suivant la résolution prise au congrès constitutif de février 1937.

La coordination des échanges avec les autres régions et de la vente à l'extérieur s'améliorait toujours davantage. Dans le cas de bénéfices dus aux différences de change, ou à l'obtention de prix supérieurs aux prix de base déjà excédentaires, la Fédération régionale les employait pour aider les collectivités les plus pauvres. La solidarité dépassait le circuit communal.

10. La concentration industrielle tendait à se généraliser dans toutes les communes, dans toutes les villes. Les petites usines, les ateliers anti-économiques disparurent. Le travail se rationalisa avec un objectif et une forme hautement sociale aussi bien dans les industries d'Alcoy que dans celles d'Hospitalet, dans les transports urbains de Barcelone que dans les collectivités d'Aragon.

11. La socialisation commençait souvent avec la répartition (à Sagorbe, Granollers, et différents villages d'Aragon). Dans certains cas, nos camarades arrachèrent à la municipalité des réformes immédiates (municipalisation des loyers, de la médecine à Elda, Benicarlo, Castellon, Alcaniz, Caspe, etc.)

12. L'enseignement progressa avec une rapidité jusqu'alors inconnue. L'immense majorité des collectivités et des municipalités plus ou moins socialisées a construit une ou plusieurs écoles. Chacune des collectivités de la Fédération du Levant avait son école au début de 1938.

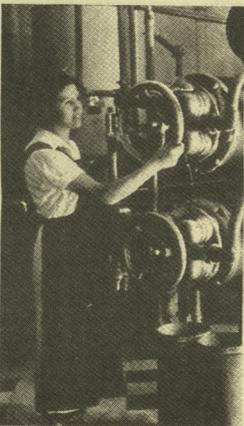
13. Le nombre de collectivités augmentait continuellement. Le mouvement, né avec plus d'élan en Aragon, avait gagné dans les campagnes une partie de la Catalogne, prenant un élan extraordinaire, surtout dans le Levant, et ensuite en Castille, dont les réalisations ont été, selon des témoins responsables, peut-être supérieures à celles du Levant et de l'Aragon. L'Estrémadure et la partie de l'Andalousie que les fascistes tardèrent à conquérir — spécialement la province de Jaén — ont eux aussi leurs collectivités. Chaque région ayant les caractéristiques propres à son agriculture et à son organisation locale.

14. Dans nos enquêtes, j'ai rencontré seulement deux insuccès : celui de Boltana et celui d'Ainsa, au nord de l'Aragon. Le développement du mouvement et les adhésions qu'il recevait peut s'exprimer par ces faits : en février 1937 la région

d'Angues avait 36 collectivités (chiffre communiqué au congrès de Caspe). Elle en avait 57 en juin de la même année. Nous manquons de chiffres exacts sur le nombre de collectivités créées dans toute l'Espagne. Me basant sur les statistiques incomplètes du congrès de février en Aragon, et sur les notes recueillies durant mon séjour prolongé dans cette région, je peux affirmer qu'il y en avait au moins 400. Celles du Levant étaient de 500 en 1938. Nous devons y ajouter celles des autres régions.

15. Les collectivités se sont complétées en certains lieux avec d'autres formes de socialisation. Le commerce se socialisa après mon passage à Caragente. Alcoy vit surgir une coopérative de consommation qui complétait l'organisation syndicale de la production. D'autres collectivités s'agrandirent : Tomarite, Alcolea, Rubielas de Mora, Clanda, Pina, etc.

16. Les collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive du mouvement libertaire. Bien qu'elles appliquèrent des principes juridiques nettement anarchistes, elles étaient souvent la création spontanée de personnes éloignées de ce mouvement (« libertaires » sans le savoir). La plus



grande partie des collectivités de Castille et d'Estrémadure ont été l'œuvre de paysans catholiques et socialistes, inspirés ou non par la propagande de militants anarchistes, isolés.

Malgré l'opposition officielle de leur organisation, beaucoup de membres de l'U.G.T. (Union générale des travailleurs) sont entrés dans les collectivités ou les ont organisées ; et aussi des républicains sincèrement désireux de réaliser la liberté et la justice.

17. Les petits propriétaires étaient respectés. Les cartes de consommateurs faites aussi pour eux, le compte courant qui leur était ouvert, les résolutions prises à leur égard l'attestent. On les empêchait seulement d'avoir plus de terres qu'ils n'en pouvaient cultiver, et d'exercer le commerce individuel. L'adhésion aux collectivités était volontaire ; les « individualistes » y adhéraient seulement quand ils étaient persuadés des résultats meilleurs du travail en commun.

18. Les principaux obstacles aux collectivités furent :

- la coexistence de couches conservatrices, des partis et des organisations qui les représentaient : républicains de toutes tendances, socialistes de droite et de gauche (Largo Caballero et Prieto), communistes stalinien, souvent poumistes. (Avant d'être expulsé par le gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. ne fut pas réellement un parti révolutionnaire. Il le devint quand il se trouva contraint à l'opposition. En juin 1937, un manifeste distribué par la section aragonaise du P.O.U.M. attaquait les collectivités.) L'U.G.T. constituait l'instrument principal utilisé par ces différents politiciens.
- l'opposition de certains petits propriétaires (paysans, catalans et pyrénéens).
- la crainte manifestée même par quelques membres des collectivités que, la guerre terminée, le gouvernement ne

détruise ces organisations. Cette peur fit hésiter même beaucoup de ceux qui n'étaient pas réellement réactionnaires et des petits propriétaires qui, sans cela, se seraient décidés à adhérer aux collectivités.

• la lutte active contre les collectivités, qui n'était pas l'action évidemment destructrice des troupes de Franco là où elles arrivaient. Cette lutte contre les collectivités a été conduite à main armée en Castille par les troupes communistes. Dans la région de Valence, il y eut même de vrais combats dans lesquels intervinrent les chars d'assaut. Dans la province de Huesca, la brigade Karl-Marx a persécuté les collectivités. La brigade Macia-Company a fait de même dans la province de Teruel (mais les deux ont fui toujours le combat contre les fascistes). La première a toujours été inactive pendant que nos troupes luttèrent pour prendre Huesca ou d'autres positions importantes. Les troupes marxistes se réservaient pour l'arrière-garde. La seconde abandonna sans lutte Vinel del Rio et d'autres communes de la région carbonifère de Utrillas. Les soldats qui s'enfuirent en chemise devant une petite attaque de « d'autres forces continentes » y adhéraient seulement quand ils étaient persuadés des résultats meilleurs du travail en commun.

19. Dans l'œuvre de création, de transformation et de socialisation qui a été réalisée, le paysan a montré une conscience sociale très supérieure à celle de l'ouvrier des villes.

GASTON LEVAL
(traduction de F. Mintz)

(1) « Né Franco, né Stalin, le collectif anarchiste espagnole nella lotta contro Franco e la reazione staliniana », Milan, 1953, texte presque entièrement repris par l'auteur dans son livre en français « Espagne 36 » sauf ce passage. Ce dernier a été traduit par F. Mintz pour la brochure de Noir et Rouge « La collectivisation dans l'Espagne révolutionnaire », 1963, revue en 1986 par le traducteur.

Collectivisations légales et illégales

NOS lecteurs le savent bien : après le 19 juillet, dans toute l'Espagne gouvernementale, c'est le peuple qui est le maître. C'est lui qui a vaincu l'insurrection militaire. C'est lui qui possède les armes.

Les patrons ont fui. Les ouvriers s'emparent donc des usines et des terres. Et comme c'est la C.N.T. anarcho-syndicaliste qui impulse ce mouvement, ils « collectivisent » leurs nouvelles possessions. Sans aucune direction d'Etat ou de commune, eux-mêmes ils tentent d'organiser la production. Et le plus souvent, l'expérience réussit.

L'Etat ne peut rien contre ce mouvement, car il est pratiquement sans armée et sans police. Selon une tradition constante en semblable occasion, il cède donc : il accepte ce qu'il ne peut empêcher. Il sent qu'il lui faut jeter du lest : il approuve en gros les collectivisations pour pouvoir les limiter ensuite.

Cela aboutit au décret d'octobre 1936 sur les collectivisations. « Toute exploitation occupant plus de 100 ouvriers sera confisquée, la propriété étant donnée aux ouvriers. » Plus avancé, le Conseil municipal de Valence abaisse pour cette région le chiffre à 50 ouvriers. La C.N.T. accepte ce décret. Elle l'accepte comme un premier pas, une première reconnaissance, avec l'idée d'aller plus loin. (...)

Bien entendu ce décret n'arrête rien. En beaucoup d'endroits — surtout en Aragon —, la collectivisation continue. Mais au cours de l'hiver 36-37, l'Etat restitue ses forces. (...) Au mois de mai, la provocation, à Barcelone, réussit à déclencher la bataille de rues. Le sang coule. Et à la faveur de l'émotion suscitée par ces événements, le gouvernement contre-révolutionnaire Négrin s'installe au pouvoir.

(...) Le gouvernement, désormais le maître, fait respecter le décret des collectivisations d'octobre 1936. La collectivisation est arrêtée, qui : c'est-à-dire qu'on ne collectivise pas davantage. Mais toutes les collectivisations légales subsistent. Et, en fait, beaucoup de collectivisations illégales subsistent aussi, là où l'on a pris l'élémentaire précaution de brûler les titres de propriétés.

D'où viennent alors les controverses et les disputes autour des collectivisations ?

Ce que je viens de dire marque le cas général. Mais bien des cas particuliers se posent. Exemple : à la Séo de Urgel, une laiterie fut collectivisée alors qu'elle n'occupait que 40 ouvriers. Les bénéfices de cette laiterie soutenaient les autres collectivisations. En mai la laiterie fut rendue — par les communistes — à son propriétaire, — ou plus exactement à sa veuve, lui, ayant disparu avec les fascistes. (...)

Le plus souvent, c'est l'Etat qui viole le décret. C'est ainsi qu'il vient d'en exempter l'exploitation des journaux. (...)

Autre chose : en vertu de la loi, les syndicats se sont emparés des services publics, — ils n'avaient d'ailleurs pas attendu la loi pour le faire. Or, l'Etat ne se considère pas comme un patron ordinaire. Il prétend que le décret ne s'applique pas à ses services. D'où lutte dans les chemins de fer, les postes, l'enseignement, etc., entre l'Etat et les syndicats. Un peu partout on est arrivé à un compromis, à une sorte de contrôle ouvrier, — ou collectivisation sous le contrôle de l'Etat si l'on préfère. Et comme l'Etat veut sans cesse épié sur les attributions ouvrières, les froissements sont continus.

(...) Enfin, autres cas particuliers (et l'on voit si la question est complexe) : les collectivisations agraires. On ne peut pas partager une usine entre les ouvriers : on est obligé de la remettre à l'ensemble de ces ouvriers ; mais on peut très bien partager la terre entre les cultivateurs, en donnant à chacun quelques hectares. C'est ce que voudrait l'Etat. Il créerait ainsi une classe de petits propriétaires, conservateurs, sur lesquels il pourrait s'appuyer. C'est ce que ne veulent pas les syndicats.

La question — à l'inverse de ce qui se passe dans l'industrie — n'est pas tranchée. Le gouvernement a « reconnu » — quel terme vague — les collectivisations déjà faites, sans donner aucune règle de collectivisation. Il leur a assuré pour un an la propriété du sol et des produits. Enfin il a assuré aux collectivisations « indépendantes » (celles de la C.N.T.) le même droit aux institutions de crédit qu'aux collectivisations « protégées » (celles de l'U.G.T.). Cette dernière précision est inquiétante. Les collectivisations « indépendantes » qui auront besoin de crédit feront certainement connaissance avec les longueurs et le mauvais vouloir des bureaux. Ils appartiendront à la C.N.T. d'y veiller et d'établir un système de compensation afin que les collectivisations riches aident les pauvres, sans avoir besoin de l'aide de l'Etat.

(...) La C.N.T. se doit de mettre au point ce qui est collectivisé — et elle s'en occupe —, ce sera ensuite à la révolution — lorsqu'elle reprendra — de faire craquer les cadres de la légalité pour étendre partout la collectivisation.

PAUL LAPEYRE

Ce texte de Paul Lapeyre nous a été fourni par l'« Association des Amis d'Aristide Lapeyre », 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux, que nous tenons ici à remercier (N.d.R.).

ANGLETERRE

Bienvenue à Wapping

La grève des travailleurs des imprimeries Murdoch suit son cours, jalonnée par d'inévitables incidents. La violence policière n'a pas disparu. Les « jaunes » vont toujours travailler dans cette forteresse électrifiée, entourée de barbelés, éclairée à la lumière blanche nuit et jour... Frankie Earnshaw, fille d'Anthony Earnshaw, anarchiste anglais, habite à quelques centaines de mètres de Wapping. Elle nous a proposé son témoignage.

Le 7 avril 1986. Dans la queue des demandeurs d'emploi, debout, à quelques mètres derrière moi, un homme lit *The Sun*. A la une, première colonne, un reportage selon lequel des affrontements du genre bataille rangée ont eu lieu entre d'ex-membres des piquets de grève des mineurs et des travailleurs de l'imprimerie en grève pendant les précédentes manifestations du samedi soir.

Le parti pris du *Sun* est réel. Mon point de vue personnel

sur les derniers événements qui se sont déroulés à Wapping est celui d'un témoin. Je ne peux ici relater l'histoire du conflit comme le ferait un expert. Je n'en suis pas un. Mais le fait de vivre à Wapping me donne une vision rapprochée.

La présence des forces de l'ordre s'affirme tous les jours. Leur rôle est de contrôler et de filtrer les déplacements des gens à l'intérieur et à l'extérieur de la zone (en apparence, il s'agirait de contrôler l'action des piquets de grève). Lors d'actions ou de manifestations, elles forment une ligne de front tout autour du complexe de Murdoch afin d'en assurer l'accès aux véhicules de livraison.

La police est là pour s'opposer aux piquets de grève, elle n'est pas formée d'éléments locaux (venant du petit local de Wapping High street ou même de Leman street) mais d'invasisseurs venus d'autre part, c'est une force de « briseurs de grève » avec tout l'entraînement que cela suppose.

Le jour, Wapping Lane est jonché de débris, de crottes de chevaux, de barrières de déviation empilées sur les bordures des trottoirs. Les cars de policiers, qui ne sont pas en service, sont garés le long des rues tandis que ceux-ci mangent des sandwiches et jouent aux cartes. Ils se savent observés et paraissent hostiles, très conscients du mépris dans lequel ils sont tenus par les habitants du coin. Cette méfiance à l'égard des flics s'accroît avec le temps, nourrit par leur indifférence, leur brutalité et leur mépris évident des besoins de la communauté.

La police montée effectue des changements de garde plusieurs fois par nuit, jusqu'aux premières heures du matin. Si cela ne réveille pas les enfants, alors c'est les camions de livraison qui le feront. Les rues avoisinantes n'ont en effet pas été prévues pour un tel trafic.

Essayer de revenir dans le quartier de Wapping après que les barrières aient été disposées, c'est comme enfreindre un couvre-feu. Je l'ai expérimenté une seule fois, dans la voiture d'un ami. La manifestation longeait la route, le trafic était lent mais encore fluide. Une voiture de police était garée au travers de Wapping Lane. Contrariés, nous demandâmes à un policier de nous indiquer une autre route. Son refus s'expliquait en partie par sa méconnaissance du quartier, j'en suis sûre, mais l'attitude semblait également délibérée.

Faire un piquet de grève n'est pas illégal, néanmoins

cette politique pouvait être mise en place de façon à limiter le nombre des piquets entrant à Wapping.

Je vis dans un immeuble situé Pruson street, qui est perpendiculaire à Wapping Lane. La propriété de Murdoch se trouve tout au bout de l'avenue. J'ai pris un appareil photo juste avant que n'arrive la manifestation des syndicats en soutien avec la lutte (*Sun*, du 7 avril). J'ai vu plusieurs groupes de la police montée traverser au bout de ma rue, quand je me rendis compte de l'importance de l'activité ambiante.

Je marchais rapidement vers la fin de l'avenue, croisant des véhicules de police, bourrés d'hommes en uniformes. En arrivant, je vis un seul passant en civil. C'était malgré tout quelque peu rassurant de constater que des gens regardaient du haut de leurs fenêtres.

La police montée est presque toujours équipée de casques à visière noirs. Elle porte une cape noire et utilise des matraques. Ce fut une leçon éclatante pour moi que de réaliser combien était justifié le nom qu'elle porte : « forces de l'ordre ». Je fus interpellée plus d'une fois par l'officier de service qui voulait me dissuader même d'observer, bien que lui faisant remarquer que j'habitais là. « *Tu immobilises mes hommes* », me répondit-il.

Les habitants de Wapping participèrent à un meeting appelé par la S.O.G.A.T. 82 (Society of graphical and Allied Trades) et par des personnes licenciées par Murdoch. Il fut suivi par une marche fournie et pacifique se dirigeant vers le principal complexe de Murdoch. Ce fut mon premier contact avec les piquets de grève, qui nous applaudirent et nous encouragèrent.

Chaque jour, des piquets d'une vingtaine de personnes sont présents en dehors de la zone du complexe, sur la route. Samedi dernier, j'y ai rencontré Ernie, un fidèle, qui m'a confié que les événements se précipitaient à la veille du week-end car Murdoch tient à faire sortir ses suppléments (c'est essentiel pour lui). Le but des piquets est bien sûr d'arrêter les camions d'enlèvement.

Ernie travaillait dans les entrepôts du *Sun*, dirigeant soixante-dix personnes, pour déconditionner les journaux et les expédier. Maintenant, il est allocataire et ne s'attend pas à retravailler bien qu'il soutienne la grève et sa principale revendication.

Derrière nous : banderoles et affiches, « *Tower Hamlets Women support S.O.G.A.T.* ». Au milieu de l'après-midi, les « jaunes » arrivent; quelques uns dans leur propre voiture, d'autres dans des bus améliorés (vitres fumées, fenêtres protégées par des grillages). Certains semblent navrés, touchés par les injures et les cris; les plus jeunes choisissent d'en rire.

J'ai demandé à Ernie s'il est resté là toute la journée car il ne fait pas chaud. Il a en fait effectué son quatrième tour de quatre heures et a eu droit à un déjeuner chaud avant de venir. Le salaire des grévistes est de six pounds par tour de garde (environ 65 FF, N.d.R.). Il peut être amélioré de deux pounds en faisant deux heures supplémentaires. Ceci n'affecte pas son allocation. Le salaire de grève est alloué par son syndicat et les soutiens financiers d'autres syndicats. D'autres peuvent maintenant réclamer des allocations de 23 pounds par semaine pour un célibataire et de 35 pounds pour un homme marié.

Il m'a parlé spontanément du soutien des familles. Des femmes ont rejoint les piquets de grève même par des temps épouvantables. De plus, les piquets ont été particulièrement impressionnés par la solidarité exprimée par les habitants du quartier. Inévitablement, nous en sommes venus à parler de la répression de la grève. Il pense que les plaintes des mineurs au sujet des brutalités policières étaient exagérées, tout en ajoutant : « *Mais ces gars ne racontaient pas que des conneries...* ».

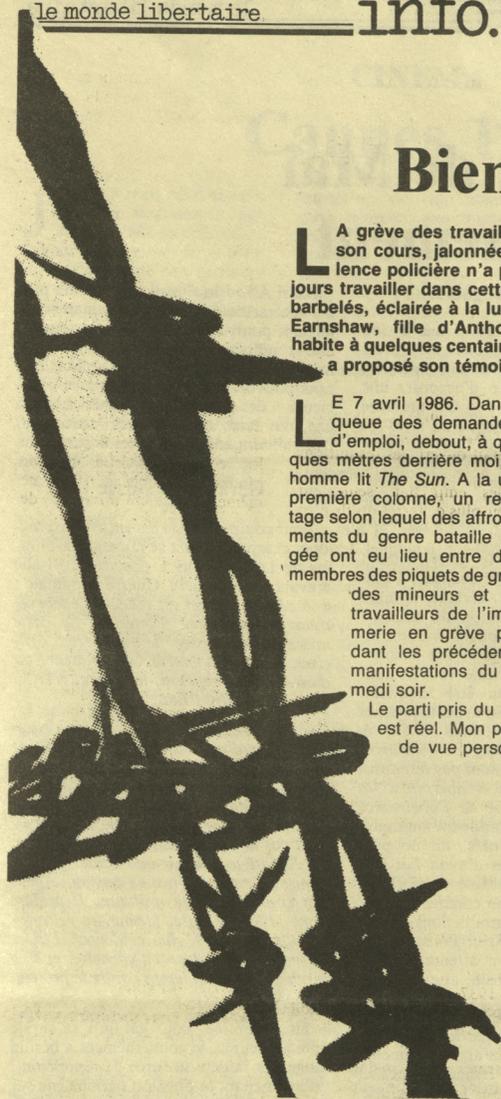
Son expérience de vieillesse lui fait dire que, quoi que la police soit provoquée par les grévistes, elle fait plus que répondre. Récemment un de ses collègues avait pris un appareil photo à flash pour l'utiliser afin de distraire les chevaux de la police. Il fut brutalisé par les flics sans être arrêté.

Ernie me parla assez amèrement des événements ayant conduit à la grève, pensant que les travailleurs avaient été des jouets entre les mains de Murdoch en se mettant en grève aussi rapidement. Il leur fut signifié presque ouvertement que de nombreuses personnes seraient mises à la porte afin de maintenir le taux des profits.

Ernie me décrivit les modalités de l'accord Murdoch (cf. M.L. n°612, N.d.R.) comme une demande de renonciation à vivre et pense qu'une autre tactique adaptée aurait dû être adoptée avant que la grève ne soit appelée. Murdoch cherchait de façon évidente la provocation pour justifier les licenciements.

Ernie pense également que les travailleurs ont été par le passé une force de travail trop flexible aux idées de Murdoch. Ils travaillaient loyalement pour lui, acceptant de nouvelles conditions de travail. Aujourd'hui, les électriciens ont rejoint joyeusement le camp des « jaunes » du N.U.J. et les « vampires » qui font tourner les nouvelles machines bénéficient des avantages du transfert à Wapping (ceci malgré les relations difficiles entre électriciens, N.U.J. et Murdoch).

FRANCKIE EARNSHAW



PREMIER MAI AU BRÉSIL

Les anarchistes se manifestent

POUR la première fois depuis vingt ans, les anarchistes ont manifesté dans les rues de Sao Paulo. Le matin du Premier Mai, un groupe composé de plus de 200 personnes munies de drapeaux noirs, de banderoles et distribuant des tracts, a défilé pour rappeler le souvenir de cette journée historique liée aux luttes de la classe ouvrière.

Lors de la semaine précédente, fut inauguré le Centro de Cultura social situé au 85, rue Rubino de Oliveira. Une exposition de la presse libertaire de différents pays a été présentée au public. Sor succès a amené nos camarades brésiliens à la prolonger de trente jours.

Les commémorations se sont poursuivies dans la nuit par la présentation de la pièce *Premier Mai* de Pietro Gori, présentée par le groupe d'amateurs Anarchos, au théâtre Major Diogo. Plusieurs compagnons ont pris la parole afin de marquer l'événement.

La journée du 2 mai a débuté par une rencontre syndicale avec la participation de délégués venus de Bahia, Rio de Janeiro, Minas Gerais, Rio Grande do Sul, Pasaiba et Sao Paulo. Les débats furent centrés sur l'étude du mouvement ouvrier afin de voir les possibilités de créer des sections de l'A.I.T. au Brésil, qui rendraient possible ultérieurement la réorganisation dans la C.O.B. (Confédération ouvrière brésilienne) de structures anarcho-syndicalistes. Par ailleurs, il fut décidé de lancer dès que possible un journal intitulé *A Voz Operaria* et de réaliser en 1987, à Bahia, une nouvelle rencontre.

La presse officielle a commenté ces différentes manifestations : « *Le retour des anarchistes* » (*l'Etat de Sao Paulo*), « *Les anarchistes de nouveau* » (*Journal du soir*), « *Les anarchistes reviennent sur scène* » (*Journal du Brésil*), « *Les anarchistes veulent seulement cinq jours de travail et la fin du service militaire et du vote obligatoire* » (*Nouvelles populaires*). De même la télévision et la radio ont interviewé plusieurs participants de cette rencontre.

RELATIONS INTERNATIONALES

ARGENTINE

Les mères de la Place de Mai l'armée et le gouvernement

C'EST un jeudi du mois d'avril 1977, à cinq heures de l'après-midi, que quatorze femmes âgées de 40 à 60 ans se réunirent pour la première fois sur la place de Mai, à Buenos Aires. Deux par deux, elles tournent autour de la pyramide qui orne le centre de la place.

C'est là un acte de courage immense en regard de la barbarie militaire. C'est un incroyable défi à la toute puissance des forces armées d'Argentine. Quatorze femmes face à un des régimes les plus féroces qu'ait connus le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Quatorze femmes qui défilent à quelques mètres de l'immeuble de la Présidence, immeuble qui contient aussi les locaux du ministère de l'Intérieur.

Il y a neuf ans...

1977. Cela fait des mois que les parents de ceux qu'on appelle officiellement « les disparus » font la queue devant une

annexe de ce ministère ; annexe placée loin des regards, car la place de Mai est bien trop passagère et touristique...

Ainsi tous les jeudis, un fonctionnaire enregistre les déclarations de ces parents ; pour cinquante personnes qui font la queue, dix sont reçues, et pour ces dix là, toujours le même silence comme réponse. Des milliers d'hommes et de femmes assassinés, sauvagement brutalisés... et le silence pour toute réponse, parfois l'insulte, quelquefois la menace...

« A la cinco de la tarde », ce jeudi d'avril 1977, les mères de la place de Mai entraient dans l'histoire, l'histoire non officielle de ceux et de celles qui refusent la soumission.

Le 8 mai 1986, neuf ans après, la ronde rituelle autour de la pyramide de la place de Mai est suivie d'une manifestation. Les mères poursuivent la lutte (voir interview ci-dessous), il s'agit de défendre la mémoire des « disparus » et de retrouver les enfants de ceux-ci ; il s'agit, enfin et surtout, de ne pas laisser la soldatesque dormir du sommeil du juste.



Interview de Hebe de Bonafini porte-parole des mères de la Place de Mai

— Le « Monde libertaire » : Peux-tu nous donner des informations sur la situation présente, dans le contexte des instructions données au tribunal des forces armées ?

— Hebe : Une information sur la situation présente ne peut être que de type politique car seule la politique explique ce qui se fait actuellement. Juridiquement, c'est indéfendable ce qu'ils ont fait, et politiquement nous pensons que c'est une décision qui fut prise par le gouvernement pour ne pas avoir à condamner les militaires et faire croire au monde qu'il voulait quand même les condamner.

Un an de commission et un an de procès, où les condamnations furent minimes, démontre qu'il s'agissait de gagner du temps par rapport à un peuple démobilisé. La liberté d'Astiz, qui fut le cas symbole, montre qu'on ne condamnera pas les cadres moyens de l'armée.

Ce qu'a dit le président Alfonsín est très grave : il a dit qu'il fallait tranquilliser les forces armées, alors que la tranquillité devrait être pour le peuple ! On ne peut pas vivre avec la répression, et on ne le doit pas non plus ! Il y a beaucoup de persécutions idéologiques en Argentine. On veut sauver l'armée car la situation sociale est très grave et quand les gens vont protester fortement, le gouvernement va devoir réprimer.

C'est pour cela que nous faisons cette marche, contre le « Point final » (1) : les instructions. Nous voulons des pouvoirs indépendants, car ici le pouvoir juridique obéit au pouvoir politique, qui lui-même est sous la coupe du pouvoir militaire. Sous le masque de pouvoirs indépendants, tout est aux mains du pouvoir politique.

— M.L. : Les mères de la place de Mai s'occupent maintenant de retrouver les enfants des disparus... peux-tu nous donner les raisons de cette nouvelle lutte ?

— H. : Les grands-mères cherchent les enfants des disparus et nous aidons les enfants de nos enfants qui grandissent, il y a des situations très difficiles et ils ont besoin d'aide. Nous voulons que ces enfants grandissent dans la vérité, en sachant qui étaient leurs parents, et qu'ils en soient fiers. C'est une tâche que nous nous sommes imposées...

C'est une tâche ardue, car dans ce pays celui qui se révolte, qui réclame et crie, est toujours qualifié de quelque chose en « iste » : soit marxiste, soit communiste, soit anarchiste, soit péroniste. Et nous voulons dire aux enfants de nos enfants qu'il faut protester, exiger, réclamer.

(Place de Mai, Buenos Aires, 8 mai 1986)

(1) Le « Point final » est la fin des poursuites contre les militaires.

L'amnistie déguisée

Cette manifestation du 8 mai a son importance. En effet quelques jours auparavant, le gouvernement Alfonsín trouvait enfin le moyen d'accorder une amnistie pour les militaires, une amnistie déguisée mais réelle. Jusque là, seuls les neuf commandants de la junte militaire avaient été condamnés à des peines de prison. Un certain nombre de procès piétinaient et certaines ordures avaient même obtenu la relaxe, ainsi le sinistre capitaine Astiz relaxé par trois fois.

Le 24 avril donc, le gouvernement Alfonsín sortait de son chapeau d'illusionniste étatique un certain nombre d'instructions à l'attention du tribunal des forces armées. S'appuyant sur le concept d'« obéissance due », ces instructions permettent de disculper tous les militaires qui auraient pu être inquiétés. Comme l'indiquent trois avocats proches des mères : « Les instructions obligent le tribunal des forces armées à considérer que les subordonnés ne sont pas responsables des actes atroces et aberrants, les couvrant, avec l'excuse de l'obéissance due. » (1). Bref, le devoir de tout militaire étant d'obéir à ses chefs, on ne peut reprocher aux militaires d'avoir fait leur devoir. Logique implacable et morbide.

De fait, en Argentine comme ailleurs, l'équilibre entre les contradictions et convergences d'intérêts gouvernement-armée est complexe. Le récent attentat dont a failli être victime Alfonsín, attentat vraisemblablement organisé par les ultras de l'armée, illustre la difficulté à maintenir cet équilibre. Il faut se garder cependant de voir dans le président argentin un chef de gouvernement civil obligé de pactiser avec l'armée pour sauver la démocratie. Cette image presque attendrissante, montée en épingle par la plupart des médias, ne résiste pas à l'analyse.

En 1983, lors du retour de l'Argentine à la démocratie, l'héritage du pouvoir militaire était catastrophique : la situation économique, la répression et l'aventure des Malouines, autant de faits qui laissaient au gouvernement civil les mains libres pour se débarrasser de cette armée fasciste. Mais cela, bien sûr, était impossible ; non par crainte des réactions du corps militaire, complètement démoralisé, mais bien parce que l'Etat et l'armée forment un couple indissociable. Alfonsín ne peut se passer de la force de répression de l'Etat et doit faire face avec, quel que soit le danger...

Ainsi Alfonsín s'est-il contenté du procès spectaculaire des neuf commandants, laissant pourrir la situation pour tous les autres militaires. La création d'une commission d'enquête (C.O.N.A.D.E.P.), sans pouvoir effectif, rassura la « conscience » des pays démocratiques. Et trois ans plus tard, ces fameuses instructions tranquilisent enfin les forces armées.

Garantir sa survie !

Pour comprendre le jeu entre gouvernement et armée, il faut se rappeler les phrases de Luigi Fabbri à propos de l'Italie d'avant la Première Guerre mondiale : « A cette situation est reliée un enchevêtrement compliqué d'intérêts. La caste militaire, composée de nombreux officiers, état-major en tête, constitue un Etat dans l'Etat et répétons-le, quand cela lui convient, contre l'Etat. »

« Le gouvernement civil cherche l'équilibre et voudrait résister aux tendances de la caste militaire, qui a besoin, pour sa survie, d'une Italie maintenue sous le régime militariste de la paix armée et de la guerre toujours à l'horizon. Mais il ne peut pas lui résister car il en est l'esclave. En Réalité le pouvoir de l'actuel gouvernement prendrait fin si ce dernier se mettait contre la caste militaire. Il préfère donc la laisser faire, fermer les yeux sur ses illégalités les plus évidentes, l'aider ouvertement ou bien en cachette, et s'en servir de temps en temps contre le prolétariat. » (2).

En Argentine, pour garantir sa survie face au peuple, le gouvernement a besoin de garder intacte sa force de répression ; en maintenant la pression nationaliste sur le cas des Malouines le gouvernement légitime son statu quo sur l'armée. Mais les travailleurs argentins, sur lesquels repose le poids de la crise économique, savent de plus en plus que leur dignité ne se trouve pas sur les terrains de football ou dans la reconquête d'un morceau de terre désolée. Cette dignité des exploités, elle se trouve quelque part du côté de la place de mai, « a la cinco de la tarde ».

LUC
(Gr. Berkman)

(1) Mensuel « Madres de la Plaza de Mayo », adresse : Hipólito Yrigoyen 1442-1089, Capital Federal, Argentine.

(2) Luigi Fabbri, « Dictature et Révolution », éditions du Monde libertaire, 75 F (en vente à la librairie du M.L.).

Ne pas oublier !

La répression durant les années du processus bénéficia de complices très caractéristiques :

- l'Eglise : qui, en aucun moment, n'utilisa son énorme influence en faveur des détenus-disparus.

- les partis politiques bourgeois : qui, de par leur silence, encouragèrent le processus ; qui, en aucun moment, ne mobilisèrent leurs forces pour les marches en faveur des détenus-disparus. Dont le plus « prestigieux » représentant (Balbin) en vint à dire : « Ils sont tous morts », anticipant le moment où ces partis voulurent, eux aussi, tout oublier.

- le parti communiste : qui eut une politique infâme de soutien à Videla, en harmonie avec les intérêts de Moscou (rappelons-nous les ventes argentines de grains à l'U.R.S.S.). Le parti

proposa même, pendant quelques années, un gouvernement mixte civil-militaire et, avec sa présence purement formelle dans les marches, fut un des piliers du processus.

- la presse bourgeoise (l'unique qui restait) : qui occultait ce qui se passait, qui offrit à l'opinion publique une version favorable à la répression et mensongère par rapport aux victimes de la répression.

Ces complices, aujourd'hui, essayent de nous tromper avec trois ou quatre cris en faveur de la « solution du problème », pour mieux faire table rase du « problème ».

Rappelons-nous les noms de ces complices, car nous les trouverons encore sur le chemin.

in « La Protesta », déc. 1983
(publication anarchiste)

CINÉMA Cannes 1986

JEUUDI 8 mai, les drapeaux noirs ne fleurissaient pas sur le Palais du festival de Cannes surnommé le « Bunker » à cause de son architecture colossale et, cette année, de son régiment de C.R.S. (attention aux bombes...). Ces drapeaux noirs n'étaient qu'allusion à deux films sortis en compétition officielle la veille : *Tenue de soirée* et *Pirates*.

Si l'anarchie vainquit d'après ces journalistes, ce n'était que sur l'écran. Dehors, le calme régnait... un calme de Cannes où tenues de soirées pingouines noires (n'allez pas voir là une allusion à une tenue anarchiste, cher journaliste !), jeans et tenues dénudées se mélangaient. Ici, dans le festival et dans la ville tout se cotoie, sauf le soir où si vous désirez suivre un film de la compétition officielle le port du costume et du nœud papillon est obligatoire (excepté si vous êtes connus, beau parleur et en cravate). Tout Cannes peut se résumer dans une phrase : « Personne sauf tout le monde peut rentrer à Cannes ».

« Personne » car le festival est un lieu pour « spécialistes » ; comme dirait Léo Ferré tout s'achète et se vend : une signature, une bobine de film, un scénario... Le marché du film, lieu fait de stands éparpillés dans le palais du festival et dans les grands hôtels, distille ses milliards de chiffre d'affaires sur un cinéma de « merde ». Mais c'est sur le fumier que poussent les fruits. Ainsi, au stand « Cannon and co. » situé dans une suite du Carlton (hôtel super luxe), vous pouvez acheter une tonne de *Delta Force* sous un gramme de Raoul Ruiz ou de Godard. On trouve tout au marché pour endormir le bon peuple.

« Tout le monde peut aller à Cannes... pour cela soyez cinéphiles, journalistes, étudiants travailleurs, etc., mais parlez cinéma, riez cinéma... vous trouverez peut-être

quelqu'un qui vous aidera en vous donnant une invitation. Cannes c'est ce marchandage perpétuel et cette course aux invitations. Les places payantes sont rares, seulement pour les soirées et les compétitions dites parallèles. Les trois quarts des places sont gratuites et reviennent aux « branchés » de tout poil.

Ainsi, si vous êtes prévoyants, vous faites votre demande d'entrée au festival quelques mois à l'avance. Vous aurez droit à un « badge photo » avec un point rouge, vert, noir (encore des anarchistes), presse, photo. A chacun sa classe ! Le badge est le laissez-passer intéressant du festival : il permet d'entrer dans le palais, de suivre les compétitions parallèles librement et d'assister à une séance de la sélection officielle sur six.

Pour les autres séances, c'est la chasse aux invitations chez les producteurs et distributeurs de films... à vous de quémander. Cannes c'est aussi tout cela, sans oublier l'attente devant les salles. Ainsi, devant le Palais de

la Croisette qui accueille « La Quinzaine des réalisateurs » (une des sélections parallèles), la bousculade est si importante qu'elle vous porte à votre siège comme un tapis roulant... vive la fête !

Alors le film commence, vous êtes assis confortablement (suivant les sélections, chacune ayant ses salles), et là un autre cinéma commence... celui des gens qui quittent la salle. « *Paradon, excusez-moi...* », et dire qu'il est parti du bout du rang ! Bref, ça aussi, c'est Cannes avec ses films inconnus qui font fuir les invités au bout de quinze minutes.

Si vous applaudissez à tout rompre car vous avez aimé le film, cela se peut aussi... il y a encore de tout à Cannes.

PHILULIS

Cannes en chiffres : 77 films dans 5 sélections, 2 500 membres d'associations cinéphiles, 3 000 journalistes, 7 tonnes de prospectus (S.O.S.-Arbre, bonjour !), un film produit par l'armée israélienne (promotion du film : vous avez droit à une orange), 1 000 F de somme moyenne dépensée par jour et par personne (pauvre culture !) ou 30 F avec une tente au camping.

« Les quatre justiciers »

de Edgar Wallace

Si vous aimez les romans à énigme, vous serez déroutés. Si vous les détestez, en revanche vous changerez peut-être d'avis. Wallace utilise peut-être des explications aussi tordues que celles d'Agatha Christie et autres, mais il ne donne pas vraiment dans ce genre (en fait il était surnommé le « *king of thrillers* »)... Il ne s'agit pas de savoir qui a tué, mais comment ce sera fait.

Ses justiciers frappent partout où règne une injustice et lorsqu'un puissant est à l'abri des lois. Dans ce livre (1), il s'agit de punir un député responsable de mesures discriminatoires contre les étrangers... et ils réussiront ! On est donc loin d'un certain conformisme autour de la tasse de thé ! Cette réédition d'un titre de 1905 se justifiait amplement.

YVES
(Gr. Florès-Magon)

(1) Edgar Wallace, « Les quatre justiciers », Néo n°111.

Communiqué du secrétariat Histoire et Editions

A partir du mois de juin, le tarif de l'abonnement pour trois titres aux Editions du Monde libertaire s'élève à 250 F (au lieu de 200 F).

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

RÈGLEMENT :

250 F

300 F (en soutien)

TITRES CHOISIS (cocher trois titres) :

Souvenirs de Maurice Joyeux,

Dictature et Révolution de Luigi Fabbri,

Textes choisis de C. Berneri,

La pédagogie libertaire de Jean-Marc Raynaud.

A renvoyer, avec règlement, aux Editions du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Dans le cadre de la commémoration « Espagne 36 », les Editions du Monde libertaire vous proposent les deux ouvrages de Gaston Leval : *L'Etat et l'histoire* et *Espagne 36-39* pour 100 F les deux volumes.

Le secrétariat

Programmes de Radio-Libertaire

Jeu 5 juin

« *Blues en liberté* » (10 h à 12 h) : Big Bill Bronzy, réalités et légende...

« *Femmes libres* » (14 h à 15 h 30) : dans les mines de Colombie avec Mitila.

« *Si vis pacem* » (18 h 30 à 20 h 30) : René Dumont est invité.

« *Des souris et des femmes* » (20 h 30 à 22 h 30) : les sorcières avec H. Aubret, professeur à l'université, spécialiste en littérature fantastique.

Vendredi 6 juin

« *Et les croissants, bordel !* » (8 h à 10 h) : infos, musiques et commentaires d'actualité.

« *Bonjour l'Asie* » (10 h à 12 h) : nouvelles de l'Extrême-Orient.

« *Joui-sciences* » (12 h à 14 h) : des outils et des hommes (fin).

« *Palais de Police* » (15 h à 17 h) : les systèmes de défense.

« *L'Invité quotidien* » (18 h à 20 h 30) : Patrick Baudoin est allé en Irak enquêter sur les activités liberticides dans ce pays, pour le compte de la F.I.D.H. Il raconte...

« *Regard sur...* » (20 h 30 à 22 h 30) : émission du groupe Malatesta à propos des « Collectivisations en Espagne, 36-39 »

Samedi 7 juin

« *Le Père Peinard* » (11 h à 12 h) : « L'organisation des anarchistes » avec Maurice Joyeux, Paul Chenard et Robert Guérin.

« *Chronique syndicale* » (12 h à 14 h) : en revenant du congrès... S.G.E.N.-C.F.D.T. et Santé, sans oublier la lutte des secrétaires médicales.

« *De bouche à oreilles* » (15 h 30 à 17 h 30) : Pia Moustaki est invitée (en plus d'être la fille de ses parents, elle chante).

Dimanche 8 juin

« *Ici Dieu, à vous Paris* » (10 h à 12 h) : émission anticlérical... « Foutez-nous la paix ! » (à propos du pacifisme)

Lundi 9 juin

« *Allo ! maman, bobo* » (18 h 30 à 20 h 30) : la sclérose en plaques.

« *Radio-Libertaria* » (20 h 30 à 22 h 30) : hommage à Renée Lamberet (sa vie militante, son œuvre d'historienne de la révolution espagnole).

Mardi 10 juin

« *Chronique syndicale* » (18 h 30 à 20 h 30) : débat sur le projet de représentativité syndicale dans les entreprises.

Mercredi 11 juin

« *Allons z'enfants, etc.* » (17 h à 18 h) : l'antimilitarisme en chansons (suite et fin).

« Un bon jour pour mourir »

de Jim Harrison

TOUT commence un soir de beuverie ordinaire. Le héros (narrateur), amateur de pêche et de whisky, rencontre Tim, rescapé du Vietnam. Dans son corps, pas dans sa tête. Tim brûle sa vie et son estomac à la même vitesse hallucinante.

Entre deux verres et plusieurs joints, les deux hommes vont s'engager dans un projet à la mesure de leur désespoir : faire sauter un barrage. Alors commence une équipée folle à travers les Etats-Unis... Dans une voiture où la consommation d'alcool excède de très loin la consommation d'essence, les deux hommes vont rouler vers leur destin de révoltés sans idéologie, de parias sans Eglise.

Un troisième personnage va se joindre aux deux hommes : Sylvia. Le héros va être immédiatement séduit par cette jeune femme, belle, sensuelle et naïve — un peu —, qui n'a

malheureusement d'yeux que pour Tim. Celui-ci la délaisse pour des prostituées qu'il rencontre le soir dans les villes où échoue le trio. Cercle infernal et désordre amoureux (et vice versa) qui ajoutent à la détresse de chacun, précipitant l'inévitable et irréparable.

Jim Harrison a écrit avec *Un bon jour pour mourir* (titre tiré d'un proverbe indien : « *Courage ! C'est un bon jour pour mourir* ») un merveilleux roman. Il dépeint avec force trois personnages allant au bout de leur destin suicidaire ; le seul problème, c'est que la mort n'était pas tout à fait au rendez-vous : cela aurait été trop simple et pas assez cruel.

Sur fond d'Amérique stéréotypée (hamburgers, mash-mallows et Coca-Cola...), nous sommes conviés à un époustoufflant voyage au bout de l'enfer « *yankee* »... Mal-être dans la civilisation, en quelque sorte !

G.C.



Copinage

Serge Utgé-Royo sera vendredi 13 et samedi 14 juin, à 22 h 15, au Cithéa.

Le Cithéa : 112, rue Oberkampf, 75011 Paris (métro Parmentier ou Ménévalmont).

Participation aux frais : 50 F (et 40 F avec la carte de Radio-Libertaire). Reservations et réservations : 43.57.99.26.



ÉLEVAGE Procès à Riom

JEUDI 12 juin, 13 h 30 à Riom (Puy-de-Dôme), Jean Coulardeau sera assis en appel (après avoir été relaxé par le tribunal correctionnel du Puy) pour avoir refusé la vaccination anti-aptéuse sur ses bovins.

Rappelons que cette vaccination est obligatoire pour les bovins de plus de trois mois (et seulement pour les bovins alors qu'elle est interdite pour les autres espèces qui sont également sensibles aux virus de la fièvre aphteuse) et que cette politique en vigueur depuis plus de 30 ans interpelle tout autant les contribuables qui financent en partie cette prophylaxie que les consommateurs qui sont au bout de la chaîne alimentaire.

Il est important de rappeler qu'en la matière rien n'est prouvé ni d'un côté ni de l'autre. Toutefois un certain nombre de faits sont pour le moins troublants...

Lors des épidémies de fièvre aphteuse de 1974 et 1979, respectivement 89 et 21 foyers de fièvre ont été signalés, principalement en Bretagne et en Normandie. Plus de 20 000 bêtes ont été abattues, en priorité les bêtes vaccinées. En effet, il est possible à une bête vaccinée d'être « porteur sain », c'est-à-dire contagieuse.

En 1975, l'élevage vacciné de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort a été abattu en totalité pour cause... de fièvre aphteuse.

Il existe un département français où la vaccination anti-aptéuse est interdite. C'est le Finistère, où sont rassemblés les animaux (non vaccinés) destinés à l'exportation. Ce département est totalement indemne de fièvre depuis plus de vingt ans. Il n'a pas été touché par les épidémies qui ont largement affecté les départements voisins.

Le préfet du Finistère a déclaré en 1974 sur Radio-Armorique : « Nous n'avons pas eu d'importation de virus aphteux parce que notre département n'a pas été vacciné ». Le cas du Finistère permet d'affirmer qu'il existe d'autres mesures prophylactiques que la vaccination. Pourquoi continuer à affirmer que la vaccination est la seule arme contre la fièvre aphteuse ?

La vaccination systématique est abandonnée un peu partout dans les pays européens :

l'Angleterre et le Danemark y ont renoncé pour des raisons d'efficacité et d'économie. Dans de nombreux pays, la vaccination est ponctuelle et exceptionnelle. Les pays ne vaccinant pas interdisent l'importation de bêtes vaccinées et de leurs produits. Faut-il croire que le virus vaccinal peut persister dans les produits animaux ?

Cette question concerne les consommateurs. Le VI^e congrès des vétérinaires français a souligné les dangers que représentent pour la santé publique les résidus d'antibiotiques, d'hormones, de pesticides, de sérum et de vaccin que l'on retrouve dans les viandes. Cette question est trop grave pour qu'on se contente de réponses rassurantes mais évasives.

Jean Coulardeau pratique l'agriculture biologique. Il cultive ses terres et soigne ses animaux dans le respect des équilibres naturels, seule condition à son avis pour renforcer les défenses naturelles des sols, des plantes, des animaux (et, en bout de chaîne, des consommateurs). Ses animaux sont traités par homéopathie et phytothérapie ; il considère que les vaccinations sont incompatibles avec ses choix et ses convictions.

La question n'est pas de savoir si ses choix sont bons. Elle est de savoir s'il peut prétendre à la liberté de choisir ses techniques agricoles, y compris les méthodes de prévention et de soins vétérinaires. Il est prêt à se soumettre à tous les contrôles nécessaires des services compétents. Ces contrôles sont mêmes souhaitables, toute méthode devant être jugée sur ses résultats. Ne serait-il pas intéressant pour tous les agriculteurs de savoir qu'il existe une prophylaxie moins agressive, moins dangereuse, moins coûteuse que la vaccination ?

C'est sans conteste un combat pour la liberté que mène Jean Coulardeau. C'est aussi un combat pour le droit de savoir : « L'obligation de subir nous donne le droit de savoir » (Jean Rostand). Savoir ce qui se cache vraiment derrière les incertitudes, les hésitations, les approximations, les incohérences de la politique vaccinale en France (vaccinations animales ici, mais la question pourrait aussi se poser pour les vaccinations humaines !)

C. CADIER

SPORT-SPECTACLE C'est bientôt le « mounedial »

LES muscles frémissent, les peaux suent, les babinnes écumant, les sportifs français s'échauffent... C'est bientôt le « mounedial ». C'est Roland-Garros aussi. Plus élégant, plus propre, les pieds sentent aussi forts mais de la sueur d'aristocrates. C'est du sport quand même. Ils sont forts, ils sont beaux, ils sont riches... C'est ça aussi le vrai consensus, la vraie cohabitation. Tout le monde les aime et tout le monde s'aime. On se tape sur l'épaule, on se congratule. C'est pour la France...

C'est les marchands de magnétoscopes qui vont être contents. Les marchands de charentaises à crampons aussi, et les marchands de télévisions et les marchands d'autocollants rigolos et les marchands de raquettes qui vont servir deux fois. Roland-Garros et le « mounedial » en même temps, c'est un peu la fête du petit commerce spécialisé dans l'audio-visuel et dans

le gadget en plastique, sans compter les ressources publicitaires : placards autour des stades, sur les maillots, fournisseurs officiels, etc. Tout ça pour dire que le sport, après être vachement crevant, c'est avant tout un vaste commerce.

Un commerce humain tout d'abord. Il suffit de constater les sommes énormes qui passent d'un short à l'autre au cours des transferts s'il s'agit de football, un commerce tout court ensuite quand il faut nous faire ingurgiter des boissons gazeuses ou des petites chaussures très mignonnes comme celles du ou des gagnants (schématiquement, le gagnant c'est celui qui court le plus vite ou qui cogne le plus fort ; c'est pas difficile à comprendre le sport !). Ça permet ensuite de mieux s'identifier à lui, surtout s'il vient comme Fernandez des Minguettes, quand il ne reste plus grand chose pour être. Soit parce qu'on ne peut rien acheter,

soit parce qu'on a déjà tout, il n'est plus qu'à rêver à peu.

Le plus marrant dans l'histoire c'est que nos champions, car champions nous avons, ont dans leur majorité des origines qui pourraient sembler douteuses au troupeau infini de ceux qui ne savent gueuler que dans les stades (je ne veux évidemment pas parler de ceux de Santiago s'il s'agissait... de leurs voisins de palier. Mais en l'espèce, cela permet un discours du style : « Ah Noah, c'est un Noir mais il est Français » (seulement, Noah est beau, riche et jeune). Ou bien alors : « Platini chez les Italiens, il va pas avoir beaucoup de mal avec la langue », qui pour sembler au strict premier degré franchement raciste, voire un peu xénophobe, n'en constitue pas moins une sérieuse référence au vieux discours : « on vous aime bien, quand même ! ».

Et les Mexicains alors ? Il y a huit ans, il s'était agi en Argentine de ne pas jouer au football sur du fil barbelé (en plus ça peut crever les ballons). C'est entre les bidonvilles de Mexico, qui se remet tout juste d'un séisme, que vont s'amuser et nous distraire ces fantastiques athlètes aux cuisses d'airain et aux mollets d'acier. Le Mexique crève du pétrole redevenu pas trop cher, le Mexique crève de sa surpopulation, le Mexique crève de la colonisation économique américaine... J'ose à peine imaginer la liesse dans les bidonvilles, si c'est un Mexicain qui gagne à Roland-Garros !

J.-P. GAULT



Festival d'Art Ado

EN 1981, quatre équipes de professeurs, rejointes rapidement par des parents et des élèves volontaires, ont profité d'une brèche qui s'était ouverte dans l'Education nationale pour mettre en application leurs « utopies ».

Ainsi sont nées : le Centre expérimental de Saint-Nazaire, le Lycée expérimental polyvalent maritime d'Oléron, le Collège-lycée expérimental d'Hérouville et le Lycée autogéré de Paris. Ces expériences sont basées sur les principes suivants : cogestion du lycée entre professeurs et élèves, cooptation et autonomie de l'équipe enseignante.

La pédagogie, elle, repose sur la prise en charge d'un projet par l'élève, de l'idée de départ jusqu'à la réalisation finale. C'est pour cela, qu'après quatre années d'évolution, ils ont décidé d'organiser une rencontre pour partager leurs expériences. Cette rencontre a pris la forme d'un Festival d'art adoléscent où les élèves vont exposer leurs productions.

Deux lycées expérimentaux allemands et un groupe issu

d'une expérience en Irlande du Nord se sont joints à eux pour montrer des vidéos, des peintures, des sculptures, des diapos... et également un spectacle de danse, de cirque, des concerts de jazz, et même un « défilé de mode ». Ce sera également l'occasion de débats sur la culture, les techniques, l'éducation avec la participation de professionnels des arts et des sciences.

Ce festival, qui présentera une des facettes du travail de ces

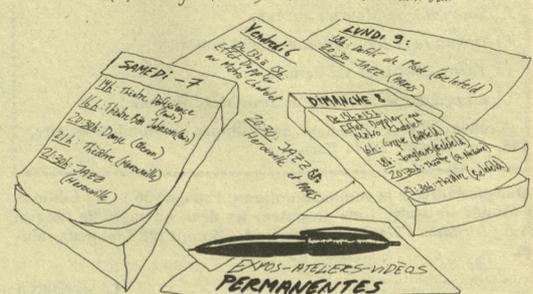
écoles, est important. Il permettra aux expériences de se confronter à un public, au moment où des « nuages noirs » s'amoncellent à l'horizon. En effet, ces écoles n'ont aucun statut propre, bien qu'elles soient rattachées à l'Education nationale, et on ne sait quelle sera la politique de Monory en ce domaine.

BENOÎT
(lycéen au Lycée autogéré de Paris)

* WIELEFELD - ST. NRENE - PARIS - HEROUVILLE - OLERON - WORKSHOP *

FESTIVAL D'ART ADO

AU LAP (993, rue de Valenciennes 15^{ème}) - DU VENDREDI 6 AU DIMANCHE 9 JUIN 1981



Lebel J.-J.	
L'amour et l'argent	60 F
Lecha G.	
Réflexions au masculin sur une femme violée	39 F
Masques	
N ^{os} 3 au 6	25 F
N ^{os} 7 et 8	30 F
Jean Cocteau	70 F
Millet K.	
La politique du mâle	79 F
Planning familial	
Apprenons à faire l'amour	8 F
Vingt-cinq ans d'histoire du planning familial	70 F
Zwang G.	
La fonction érotique (tomes I et III). Chaque	72 F

• SOCIAL/ECONOMIE

Adret	
Travailler deux heures par jour	23 F
Antier E.	
Mémoires d'un nouveau-né	75 F
Baudrillard J.	
La société de consommation	20 F
Berger C.	
Pour l'abolition du salariat	15 F
Bois G.	
Crise du féodalisme	45 F
Cerc	
Les revenus des Français	39 F
Collectif	
L'écologie contre le chômage	59 F
Nous, travailleurs licenciés	15 F
L'état du monde 1983	85 F
L'état du monde 1984	98 F
L'état du monde 1985	118 F
Code du travail 85/86	140 F
L'état de la France et de ses habitants	125 F
Daubé-Bancel A.	
La véritable réforme fiscale	1 F
Delplanque B.	
Le partage de l'emploi	39 F
Dossiers de l'histoire	
Le chômage	20 F
Duboin J.	
Pourquoi manquons-nous de crédits ?	12 F
Dumont J.-P.	
La Sécurité sociale en chantier	66 F
Faure S.	
La crise économique : origines, conséquences, remèdes	12 F
Bancal J.	
L'économie des sociologues	130 F
Bouthoul G.	
Histoire de sociologie	17 F
Caillat M.	
Les dessous de l'olympisme	62 F
Chatelet et Pisier	
Les conceptions politiques du XX ^e siècle	161 F
Chevalier Louis	
Classes laborieuses et classes dangereuses	50 F
Collectif	
Le fédéralisme et Alexandre Marc	40 F
Le concept d'empire	270 F

Comte A.	
Sociologie	58 F
Philosophie des sciences	45 F
Duvignaud J.	
Introduction à la sociologie	12 F
Anthologie des sociologues français contemporains	66 F
Feyerabend P.	
Contre la méthode	96 F
Gurvitch G.	
Les tendances actuelles de la philosophie allemande	63 F
La vocation actuelle de la sociologie, Volume I	154 F
Volume II	154 F
Les cadres sociaux de la connaissance	75 F
Dialectique et sociologie	13 F
Hytte C.-M.	
Le socialisme-Etat	60 F
Lazarsfeld G.	
Qu'est-ce que la sociologie ?	17 F
Loureau R.	
L'Etat inconscient	59 F
L'analyse institutionnelle	52 F
Milgram S.	
Soumission à l'autorité	74 F
Molnart T.	
Le socialisme sans visage	75 F
Niel A.	
Les grands appels de l'humanisme contemporain	7.50 F
Rueff J.	
Des sciences physiques aux sciences morales	12 F
Siric	
Communication ou manipulation	65 F
Allô... moi ? Ici les autres	84 F
Voyenne B.	
Histoire de l'idée européenne	15 F

• URBANISME

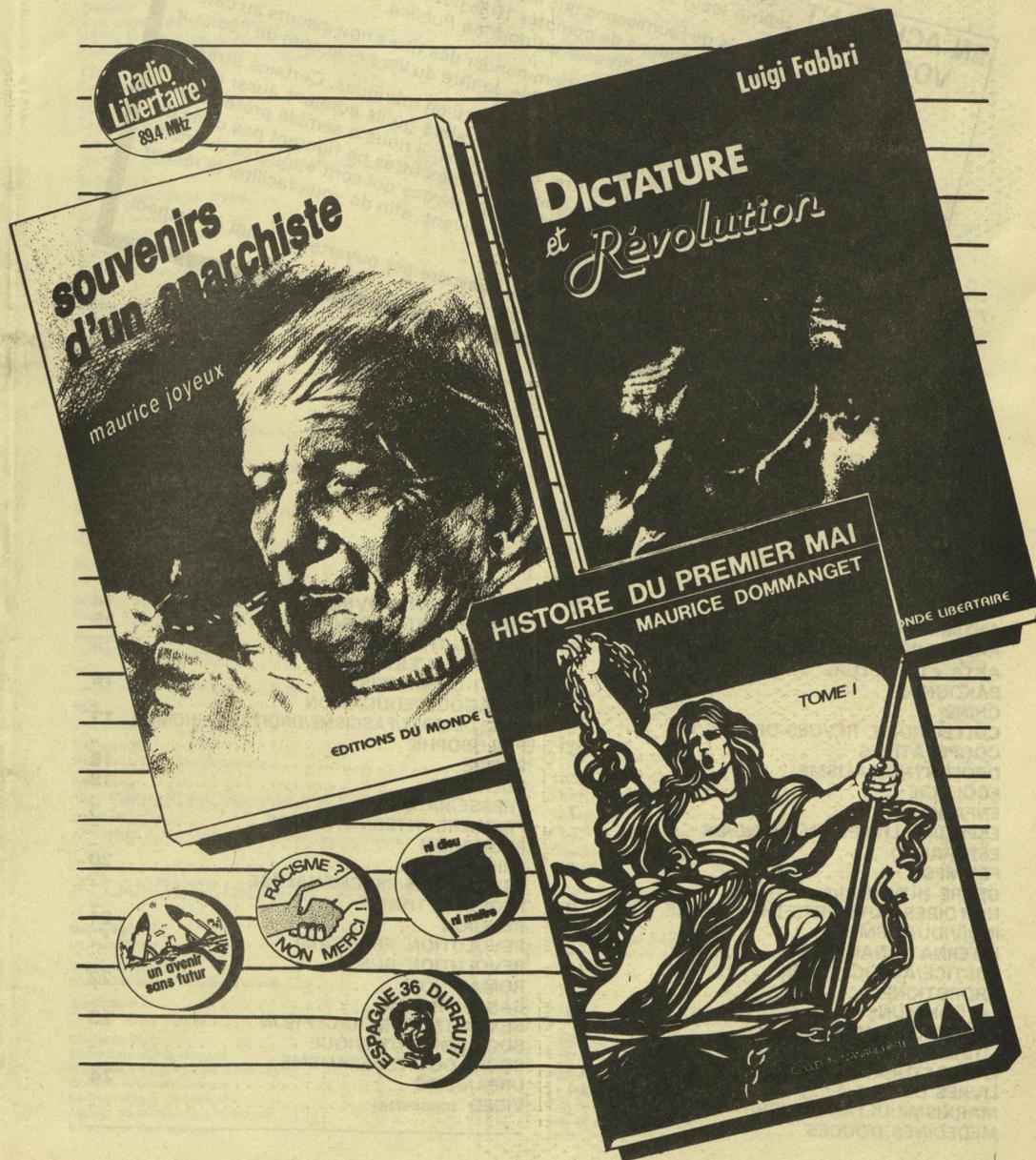
Affeulpin G.	
La soi-disant utopie du centre Beaubourg	45 F
Choay F.	
Urbanisme, utopie et réalité	68 F
Collectif	
Construire en terre	70 F
Laborit H.	
L'homme et la ville	23 F
Mesnard A.-H.	
Aménager sa commune	62 F
Mumfort L.	
La cité à travers l'histoire	145 F
Ragon M.	
L'architecte, le prince et la démocratie	45 F
L'homme et les villes	45 F
Histoire de l'architecture, de l'urbanisme moderne. Tome I :	
idéologie et pionniers, 1800-1910	150 F
Tome II : pratique et méthode, 1911-1976	175 F
Tome III : prospective et futurologie	230 F
L'espace de la mort	69 F

• VIDEO (cassette)

Baissat B.	
Ecoutez May Picqueray (70 mn VHS)	450 F
Ecoutez Bizeau	450 F

le catalogue

DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE 145, RUE AMELOT PARIS 11° TÉL: 48.05.34.08



abonnez-vous

Catalogue 1986

EN ACHETANT VOS LIVRES A LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE VOUS SOUTENEZ LES ŒUVRES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Les commandes pour la province ou l'étranger sont faites le jour même (sauf rupture de stock). Nous ne fournissons que les commandes réglées à l'avance. **Nous vous demandons de compter 10% pour les frais de port.** Les règlements sont à adresser au nom de Publico.

Vous pouvez aussi commander des titres non inscrits au catalogue. Il nous faut, si possible, le titre du livre et le nom de l'éditeur. Le catalogue qui suit est réparti en rubriques. Certains titres ont été classés dans une rubrique alors qu'ils auraient aussi bien pu faire un choix afin que des mêmes titres ne figurent pas dans différents rayons de la librairie ; rayons qui sont étiquetés du même nom que les rubriques qui suivent, afin de vous faciliter la recherche des titres sur place.

La librairie du Monde libertaire est ouverte du lundi au samedi de 10 heures à 19 h30.

ANARCHISME	3	MOUVEMENT OUVRIER	14
ANTIMILITARISME	-	MOUVEMENT SOCIALISTE	15
ANTHROPOLOGIE/BIOLOGIE	4	NEOMALTHUSIANISME	-
ARTS ET CULTURE	-	PAYS DE L'EST	-
BAKOUNINE	5	PARTI COMMUNISTE	16
CHINE	-	PEDAGOGIE/EDUCATION	-
COLLECTIONS, REVUES DE LA F.A.	-	PEINE DE MORT/FASCISME/DROITS DE L'HOMME	17
COOPERATIVES	6	PHILOSOPHIE	-
DROIT/SYNDICALISME	-	POESIE	18
ECOLOGIE	-	POLITIQUE	19
ENFANCE	7	PRESSE/RADIO	-
ESPAGNE, LIVRES EN FRANÇAIS	-	PREMIERE INTERNATIONALE	-
ESPERANTO	-	PROUDHON	-
FEMMES	8	PRISONS	20
GENRE HUMAIN (revue)	-	PSYCHIATRIE/PSYCHANALYSE	-
HISTOIRES OUVRIERE ET PAYSANNE	9	REGIONS/ETHNIES	-
INDIVIDUALISME	-	RELIGION	21
INTERNATIONAL	-	REVOLUTION FRANÇAISE	-
JUSTICE/ASSOCIATIONS	10	REVOLUTION RUSSE	-
KROPOTKINE	-	ROMAN NOIR	22
LA COMMUNE	11	SANTE/DROGUE	-
LANGUES/SEMANTIQUE	-	SEXUALITE/CONTRACEPTION	23
LITTERATURE	-	SOCIALISME UTOPIQUE	-
LITTERATURE OUVRIERE	13	SOCIOLOGIE/FEDERALISME	-
LIVRES DE LA F.A.	14	URBANISME	24
MARXISME/ULTRA-GAUCHE	-	VIDEO (cassette)	-
MEDECINES DOUCES	-		

Briche G.	70 F
Curriculum vitae	70 F
Champagne G.	24 F
J'étais un drogué	24 F
Après la drogue	23 F
Collectif	60 F
Des mères de toxicomanes racontent	60 F
Cousins N.	20 F
La volonté de guérir	20 F
Delarue F.	60 F
L'intoxication	60 F
Ehrenreich et English	33 F
Sorcieres, sages-femmes et infirmières	33 F
Henry et Léger	30 F
Les hommes se droguent, l'Etat se renforce	30 F
Illich I.	27 F
Némésis médicale	27 F
Jaubert A.	20 F
D... comme drogue	20 F
Le Pogam Y.	73 F
Démocratisation du sport	73 F
Ménin R.	39 F
La foire aux médicaments	39 F
Olivenstein C.	68 F
La drogue ou la vie	68 F
La drogue	26 F
Il n'y a pas de drogué heureux	23 F
Knaus William	79 F
La médecine en URSS	79 F
Pavlov	119 F
L'activité nerveuse supérieure	119 F
Les réflexes conditionnés	99 F
Pradal H.	29 F
Nouveau guide des médicaments	29 F
Seaman B. et G.	98 F
De la contraception à la ménopause	98 F
S.I.R.I.C.	84 F
Allo... Moi ? Ici les autres	84 F
S.I.R.I.M.	75 F
Alors survient la maladie	75 F
Communication ou manipulation	65 F
Schwartzberg Leon	89 F
Requiem pour la vie	89 F

• SEXUALITE/CONTRACEPTION

Chaleil M.	98 F
Le corps prostitué	98 F
Chetaud, Pujo et Fougère	28 F
Et si on en parlait	28 F
Friedman G.	11 F
Sept études sur l'homme et la technique	11 F
Galbraith	33 F
Théorie de la pauvreté de masse	33 F
Gray et Carrière	39 F
Les misères de l'abondance	39 F
Illich I.	42 F
Le travail fantôme	42 F
Energie et équité	40 F
Libérer l'avenir	14 F
Milano S.	64 F
La pauvreté en France	64 F
Mirow Kurt R.	96 F
La dictature des cartels	96 F
Partant F.	65 F
La guérilla économique	65 F
Que la crise s'aggrave	45 F
La fin du développement	61 F
Revue « Autogestions »	55 F
Un travail sans emploi	55 F
Rubak S.	13 F
La classe ouvrière est en expansion permanente	13 F
Classes laborieuses et révolution	21 F

Sagou M'hamed	85 F
Paribas : anatomie d'une puissance	85 F
Virasolvly A.	69 F
Changer de système	69 F

• SOCIALISME UTOPIQUE

Adam P.	60 F
Lettres de Malaisie	60 F
Brukner P.	33 F
Fourier	33 F
Cabet E.	125 F
Voyage en Icarie	125 F
Collectif	76 F
Allons en Icarie	76 F
Le familistère à Guise	70 F
Considerant V.	45 F
Description du phalanstère	45 F
Dabout S.	15 F
Griffe au nez	15 F
L'utopie de Charles Fourier	42 F
Desroches H.	65 F
La société festive	65 F
Fourier C.	130 F
Théorie des 4 mouvements	130 F
Vers la liberté en amour	23 F
L'ordre subversif	48 F
Le nouveau monde amoureux	140 F
Gallus	15 F
La marmite libératrice	15 F
Godin	70 F
Solutions sociales	70 F
Lapouge	22 F
Utopie et civilisation	22 F
Moore T.	40 F
L'utopie	40 F
Paquot T.	70 F
Des utopies en général et de Godin en particulier	70 F
Pierrepont Noyes	15 F
La maison de mon père	15 F

• SOCIOLOGIE/FEDERALISME

Ansart P.	136 F
Marx et l'anarchisme	136 F
Naissance de l'anarchisme	122 F
Les idéologies politiques	60 F
Idéologies, conflits et savoir	108 F
Sociologie de Saint-Simon	56 F
Cocteau J.	72 F
Le livre blanc	72 F
Collectif	30 F
Rapport contre la normalité	30 F
Petit guide de la cape cervicale	18 F
Dullak S.	60 F
Je serai elle	60 F
Falconnet G.	22 F
La fabrication des mâles	22 F
Rapport Gay	70 F
Enquête sur les modes de vie des homosexuels	70 F
Groult B.	56 F
Ainsi soit-elle	56 F
Guerin D.	25 F
Homosexualité et révolution	25 F
Heger H.	52 F
Les hommes au triangle rose	52 F
Humbert J.	15 F
Les problèmes du couple	15 F
Jourdan E.	54 F
Les mauvais anges	54 F
Kollontai	30 F
Marxisme et révolution sexuelle	30 F

• LIVRES DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Balkanski G. Libération nationale et révolution sociale	45 F
Besnard P. Les syndicats ouvriers et la révolution sociale	20 F
Fabbri L. Dictature et révolution	75 F
Joyeux M. L'anarchie et la société moderne	40 F
Souvenirs d'un anarchiste	120 F
Kropotkine P. L'entraide	45 F
La conquête du pain	40 F
Leval G. Espagne libertaire 36-39	60 F
L'Etat dans l'histoire	60 F
Proudhon P.-J. Idée générale de la révolution	45 F
Avertissements aux propriétaires	45 F
De la capacité politique des classes ouvrières	80 F
Proudhon/Marx Philosophie de la misère/Misère de la philosophie (3 tomes)	200 F
Chaque	80 F

• MARXISME/ULTRA-GAUCHE

Berger C. Marx, l'association, l'anti-Lénine	31 F
Briclaner S. Pannekoek et les conseils ouvriers	51 F
Castoriadis La société bureaucratique (2 volumes). Chaque	35 F
L'expérience du mouvement ouvrier (2 volumes). Chaque	35 F
Collectif Des tracts en mai 68	120 F
De la misère en milieu étudiant	20 F
Debord G. La société du spectacle	80 F
Guérin D. Rosa Luxemburg et la spontanéité révolutionnaire	26 F
Klein H.-J. La mort mercenaire	51 F
Gorz A. Adieux au prolétariat	25 F
Huhn W. Trotsky, le Staline manqué	25 F
IS La véritable scission dans l'Internationale	40 F
Internationale Situationniste (1958-1969)	120 F
Lénine L'Etat et la révolution	30 F
Les cahiers du fédéralisme Karl Marx devant le tribunal révolutionnaire	30 F
Luxemburg R. Lettres et tracts de Spartacus	15 F
Lettres de prison	20 F
Makhaiski J.W. Le socialisme des intellectuels	33 F
Mehring F. Karl Marx, histoire de sa vie	180 F
Marcuse H. Vers la libération	33 F
L'homme unidimensionnel	59 F
Eros et civilisation	67 F
Niel M. Psychanalyse du marxisme	39 F
Rabaut J. Tout est possible	45 F
Ragon M. Karl Marx	15 F

Roussel J. Les enfants du prophète	12 F
Sanguinetti G. Véridique rapport sur les dernières chances de sauver le capitalisme en Italie	80 F
Souvarine B. Staline	85 F
Tronti M. Ouvrier et capital	50 F
Vaneigem R. Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations	57 F

• MEDECINES DOUCES

Aubert C. Une autre assiette	79 F
Bernadet M. La phyto-aromathérapie	95 F
Bochurberg C. Jeux de main, jeux de vie	55 F
Bergeret C.-Briche G. Comment soigner soi-même ses maladies	98 F
Bourgarit Soignez votre enfant par l'homéopathie	24 F
Donadieu Y. La propolis	18 F
La gelée royale	37 F
Les oligo-éléments	47 F
Le pollen	40 F
L'argile	47 F
Delarue F. L'intoxication vaccinale	77 F
Edde G. Manuel pratique de digitopuncture	44 F
Horvilleur A. Guide familial de l'homéopathie	23 F
Jaunas Traité pratique d'iridologie médicale	90 F
Jagot P.-C. Méthode pratique de magnétisme, hypnotisme, suggestion	79 F
Comment guérir par le magnétisme	52 F
Kousmine Soyez bien dans votre assiette jusqu'à 80 ans et plus	85 F
Issartel L. et M. L'ostéopathie exactement	95 F
Lerède J. La suggestopédie	21 F
Passebecq A. Dr Rhumatismes et arthrites	42 F
Picard H. Conseil d'hygiène aux rhumatisants.	56 F
Utilisation thérapeutique des oligo-éléments	56 F
Shelton H. Les combinaisons alimentaires	39 F
Valnet J. Dr Aromathérapie	120 F
Phytothérapie	150 F
Traitement des maladies par les légumes, les fruits, les céréales	96 F
Docteur nature	82 F
Van L. Ma séance de yoga	78 F
J'apprends le yoga	78 F
Je perfectionne mon yoga	82 F

• MOUVEMENT OUVRIER

Andreu Pierre Entre le noir et le rouge	75 F
Bance P. Les fondateurs de la CGT à l'épreuve du droit	55 F
Besnard P. Les syndicats ouvriers et la révolution sociale	39 F

• LA COMMUNE

Alemene J. Mémoires d'un communard	70 F
Andrieu Notes pour servir à l'histoire de la Commune de 1871	26 F
Arnould A. L'Etat et la révolution	75 F
Cavanna Louise la pétroleuse	30 F
Collectif Aux origines de la Commune	80 F
1871, la Commune de Paris	96 F
Hommes et choses du temps de la Commune	60 F
Chabrol J.-P. Le canon fraternité	103 F
Colloque de Paris La Commune de 1871	100 F
Conte G. Eléments pour une histoire de la Commune dans le 13 ^e	65 F
Guillemin H. L'avènement de M. Thiers	45 F
Groupe Louise-Michel La commune de Paris	10 F
Lefrançais G. Etude sur le mouvement communaliste à Paris en 1871	120 F
Lejeune P. Louise Michel l'indomptable	28 F
Lidsky P. Les écrivains contre la Commune	50 F
Lisagaray P.-O. Histoire de la Commune	40 F
Les huit journées de mai	80 F
Malon B. La troisième défaite du prolétariat français	120 F
Michel L. A travers la vie et la mort (poèmes)	68 F
Mémoires	35 F
Matricule 2182	42 F
Souvenirs et aventures de ma vie	130 F
Noël B. Dictionnaire de la Commune (2 volumes). Chaque	25 F
Planche F. La vie ardente et intrépide de Louise Michel	30 F
Rougerie J. Procès des communards	39 F
Serman V. La Commune de Paris	145 F
Thomas A. Louise Michel une femme libertaire	39 F
Thomas E. Les « pétroleuses »	62 F
Victorine B. Souvenirs d'une morte vivante	44 F
Willette L. Raoul Rigault, 25 ans, communard, chef de la police	65 F
Collectif J.P. Gouzy, B. Voyerne, A.M. Lipianski, La Commune de Paris	20 F

• LANGUES/SEMANTIQUES

Barker/Escarpit La faim de lire	67 F
Bertier et Collignon Dictionnaire du français pratique	68 F
Bourdieu P. Ce que parler veut dire	72 F
Chomsky N. Réflexions sur le langage	25 F
Principes de phonologie générative	45 F
Questions de sémantique	55 F
La linguistique cartésienne	66 F
Aspect de la théorie syntaxique	45 F
Structures syntaxiques	14 F

Chomsky/Halle/Jacobson Hypothèse et les fruits de la lecture	58 F
Duneton Claude Parler croquant	39 F
Jeanton P. L'esperanto	23 F
Larousse Français/Italien	22 F
Français/Allemand	20 F
Français/Espagnol	22 F
Français/Anglais	20 F
Fipac Code typographique	25 F
Robert I. Dictionnaire <i>Petit Robert</i>	225 F
Schmidt J.-J. Dictionnaire français/arabe	80 F

• LITTERATURE

Amado S. Les souterrains de la liberté. Tome I	95 F
Tome II	110 F
Aragon Aurelien	21 F
Les cloches de Bâle	24 F
Arnaud N. Les vies parallèles de Boris Vian	23 F
Bobet C. Moi Odile la femme à Choron	69 F
Bousquet J. Papillon de neige	39 F
Brassens G. La tour des miracles	25 F
Brod M. Franz Kafka	26 F
Cavanna Les rituels	21 F
Bête et méchant	21 F
Les Ruskoffs	21 F
Les yeux plus grands que le ventre	21 F
Cellard J. Anthologie de la littérature argotique	140 F
Céline L.F. Rigodon	23 F
Nord	32 F
Mort à crédit - Tome II	22 F
Voyage au bout de la nuit	32 F
Féerie pour une autre fois	20 F
Guignol's band	22 F
Chabrol J.-P. L'illustre fauteuil	44 F
Chaleil M. Le sang des justes	98 F
Charaf M. Le thé au harem d'Arché Ahmed	62 F
Clancier G.-E. Le pain noir (tomes I, II, III et IV). Chaque	18 F
Cohen O.-Kuryls D. Coup de foudre	18 F
Collectif Les soirées de médan	59 F
Entretiens sur le grand siècle russe	25 F
Nouvelles 71	20 F
Copi Le frigo	35 F
V. Woolf à encore frappé	49 F
Dagerman L'île des condamnés	32 F
Darlen G. Le voleur	32 F
Bas les coeurs	10 F
Les pharisiens	10 F
La belle France	10 F

D'Eaubonne F. L'indicateur du réseau	66 F	Langlois La révolution	69 F
Delcombe A. La lettre à Yvonne	45 F	Letessier D. Le voyage à Paimpol	22 F
Demaysoncel G. Vélo-solo ou les variations d'une solitude	70 F	Livrozet S. Diego	40 F
Desproges P. Dictionnaire superflu	25 F	London J. Histoire des siècles futurs	29 F
Manuel de savoir vivre	25 F	Martin Eden	30 F
Vivons heureux en attendant la mort	68 F	Les temps maudits	27 F
Des femmes qui tombent	69 F	L'amour de la vie	16 F
Dos Passos Manhattan Transfer	25 F	Le talon de fer	29 F
La grosse galette (tomes I et II). Chaque	22 F	Loureau R. Le lapsus des intellectuels	50 F
La belle vie	129 F	Lozerec'h B. L'intermédiaire	65 F
Dostoïevski F. Les frères Karamazov	15 F	Malraux A. L'espoir	27 F
Les possédés	15 F	La condition humaine	25 F
Eco U. Le nom de la rose	120 F	Margat C. Toi, tu marches devant	85 F
Fakinos A. Les rats de Hambourg	45 F	Martin du Gard R. Les Thibault (5 volumes). Chaque	22 F
Récit des temps perdus	25 F	Millet K. La cave	70 F
Finaly P. Le gai ghetto	20 F	Mirbeau O. Sébastien Roch	23 F
Finster R. Deux doigts dans la bouche	50 F	Le 628-E-8	23 F
Foucault M. Pierre Rivière	43 F	L'abbé Jules	23 F
Gabillon S. L'engrenoir	77 F	Les 21 jours d'un neurasthénique	23 F
Gaillard et Phillibert Hélène Vernet, 39, rue Chaptal	55 F	Le journal d'une femme de chambre	23 F
Giono J. Regain	15 F	Nin A. Journal (6 volumes). Chaque	84 F
Le déserteur	17 F	Vénus érotica	15 F
Golberg M. M. Pierre Aubery	105 F	Oury L. Rouget le braconnier	85 F
Gomez Arcos A. Ana non	59 F	Pa Kin Le jardin du repos	19 F
Scène de chasse	59 F	Printemps	80 F
L'enfant miraculé	52 F	Nuit glacée	29 F
Gougaud H. Le grand partir	61 F	Partant F. Le pédalo ivre	37 F
L'inquisiteur	72 F	Revue l'Arc B. Vian	45 F
Le fils de l'ogre	79 F	Rostand J. Hommes de vérité	36 F
Greaves A. La paix des profondeurs	23 F	Rossellini R. Un esprit libre ne doit rien apprendre en esclave	52 F
Nadar	76 F	Russel B. Autobiographie (3 volumes). Chaque	50 F
Heurte Y. La nuque raide	50 F	Sade Histoire de Juliette (tomes I, II et III). Chaque	33 F
Ibsen H. Maisons des poupées	19 F	Les prospérités du vice	19 F
Irving S. Jack London	15 F	La marquise de Gange	23 F
Istrati P. Les charbons du Baragan	36 F	Les infortunes de la vertu	21 F
Kyra Kyraina	18 F	Les crimes de l'amour	15 F
Présentation des haidoucs	19 F	Sand' G. Le compagnon du tour de France	67 F
Codine	38 F	Tolstoï Guerre et paix (2 volumes). Chaque	44 F
Nerramtsoula	38 F	Ecrits sur l'art	58 F
Kafka F. L'Amérique	22 F	Tolstoï S. Journal intime (2 volumes). Chaque	85 F
Le château	29 F	Vasquez Ana Sebasto's angels	78 F
La colonie pénitentiaire	16 F	Vian B. Chansons	100 F
La métamorphose	18 F	Chroniques de jazz	29 F
Le procès	24 F	L'écume des jours	25 F
Lettres à Milena	30 F	Les fourmis	36 F
La muraille de Chine	20 F	L'arrache-cœur	12 F
Kherroubi M. La cameriste de l'infante Isabelle	85 F	Petits spectacles	36 F
Koestler A. La quête de l'absolu	20 F	Le loup-garou	36 F
Kriss Sur un air de poissons volants	53 F	L'herbe rouge	36 F
Ladame P.-A. Quand le laurier reflleurira	90 F	J'irai cracher sur vos tombes	60 F
		Et on tuera tous les affreux	50 F
		Textes et chansons	40 F
		Les morts ont tous la même peau	60 F

Elles se rendent pas compte	40 F
Cinéma science-fiction	36 F
Textes pornographiques	30 F
Cantiène en gelés	30 F
Troubles dans les Andains	30 F
Chroniques du menteur	30 F
Le raticchon baigneur	42 F
Traité de civisme	65 F
Ecrits sur le jazz	92 F
En avant la zizique	22 F
Vercoquin et le planton	35 F
Victor S. Les années sans pardon	27 F
Les révolutionnaires	74 F
Zola E. La bête humaine	25 F
Thérèse Raquin	17 F
Nana	19 F
L'argent	25 F
Au bonheur des dames	20 F
Travail	42 F
Germinal	18 F
La terre	27 F
L'assommoir	19 F
Le ventre de Paris	25 F

• LITTÉRATURE OUVRIÈRE

Adam P. Lettres de Malaisie	60 F	L'offier P.-A. Chronique de la littérature prolétarienne française	15 F
Barbier M. Meunier à Moutiers-en-Beauce	47 F	Louise Michel Le claque-dents	22 F
Blangenois Une saison espagnole	15 F	Les crimes de l'époque	15 F
Biasquez A. Gaston Lucas, serrurier	42 F	Malva C. Un ouvrier qui s'ennuie / Mon homme de coupe	86 F
Bonnef L. Aubervilliers	40 F	Histoire de ma mère et de mon oncle Fernand	30 F
La vie tragique des travailleurs	78 F	Choses et gens de la Buve et du Borinage	75 F
Bonnet R. Contes et récits de la ville et de la campagne	36 F	Un mineur vous parle	51 F
Carles E. Une soupe aux herbes sauvages	20 F	Martinet M. Les temps maudits	10 F
Collectif Chroniques de la littérature prolétarienne en Wallonie	54 F	Culture prolétarienne	25 F
Georges Nadel ou la seconde vue	60 F	Chants du passager	36 F
Chalon J. Le lumineux destin d'Alexandra David Neel	110 F	Hommes	15 F
Delannoy A. Un crayon de combat	32 F	Mélet P. Trente années au service des bergers	50 F
Dixmier E et M. L'Assiette au Beurre	55 F	Meunier P. Terre de Veullots	75 F
Doff N. Contes farouches	51 F	Massé L. Le refus	85 F
Duneton C. Parler croquant	30 F	Le mas des Oubelles	48 F
La puce à l'oreille	88 F	La terre du liège	67 F
Le diable sans porte	50 F	Le vin pur	20 F
Fridell Folke Une semaine de péché	60 F	Masse Ludovic Contes en sabots	70 F
Guillaumin E. Près du sol	60 F	Galdaras	70 F
La vie d'un simple	20 F	Nadaud M. Léonard, maçon de la Creuse	73 F
Le syndicat de Baugignoux	66 F	Navel G. Travaux	17 F
Guilloux L. La maison du peuple	33 F	Passages	78 F
Le sang noir	35 F	Perrin Jacques Jules Valles - Démarches	80 F
Le pain des rêves	27 F	Philippe C.-L. Dans la petite ville	42 F
La confrontation	25 F	Bubu de Montparnasse	35 F
L'herbe d'oubli	115 F	Orwell G. Le quai de Wigan	80 F
Jakez Helias P. Le cheval d'orgueil	90 F	Une histoire birmane	90 F
Joyeux M. Le consulat polonais	15 F	Perdiguer A. Mémoires d'un compagnon	75 F
Laubscher J.-P. La dixence cathédrale	80 F	Philippe A. Michel Rondet	55 F
Le Roy E. Jacquou le Croquant	20 F	Poulaille H. Le pain quotidien	25 F
		Seul dans la vie à 14 ans	60 F
		Nouvel âge littéraire	120 F
		Ragon M. Ma sœur aux yeux d'Asie	59 F
		L'accent de ma mère	20 F
		Les mouchoirs rouges de Cholet	25 F
		La louve de Mervent	85 F
		Une place au soleil	13 F
		Drôles de voyages	13 F
		Nous sommes dix-sept sur la même lune	16 F
		Le jeu de dames	13 F
		Drôles de métiers	75 F
		Les quatre murs	15 F
		Revue Entretiens Henry Poulaille	42 F
		Robinet J. L'autodidacte	79 F
		Simoen J.-C. Le canard sauvage	185 F
		Sylvere A. Toinou le cri d'un enfant auvergnat	80 F
		Touret F. Branle des petits seigneurs du pays de Thelle	24 F
		Vallès J. Le proscrit	60 F
		L'insurgé	25 F
		Le bachelier	25 F
		L'enfant	27 F
		Les blouses	50 F
		Viollet A. Les poètes du peuple au XIX ^e siècle	85 F
		Voisin M. C'était le temps de la Belle Epoque	48 F